

DIRECTION MANUEL DIAS VAZ

Les étrangers dans la Résistance

Le cas des Portugais

CRISTINA CLIMACO – LAURENT DOUZOU
VICTOR PEREIRA – MARIE-CHRISTINE VOLOVITCH-TAVARES

éditions
Quatorze

The background is a stylized illustration of a forest. In the foreground, a man with a blue cap and a mustache is shown from the chest up, holding a rifle. He is looking towards the right. In the background, there are several tents pitched on the ground, and other figures in similar attire are visible among the trees. The color palette is dominated by various shades of green and yellow, creating a natural, outdoor atmosphere.



Sommaire

Introduction – MANUEL DIAS VAZ	3
Des résistances à la Résistance (1940-1944) – LAURENT DOUZOU	
La « drôle de guerre » et la défaite militaire	7
L'effondrement	7
Premiers gestes de refus : « faire quelque chose »	8
L'unification et la légitimation de la Résistance	9
Résistance française et Résistance en France	10
Les étrangers dans la Résistance – MARIE-CHRISTINE VOLOVITCH-TAVARES	
Qui étaient les résistants étrangers ?	11
Des travailleurs immigrés	12
Les exilés politiques et les réfugiés	13
Motivations des engagements dans la Résistance	14
Diversité des formes prises par les engagements dans la Résistance	15
Les étapes d'une reconnaissance du rôle des étrangers dans la Résistance en France	17
Les Portugais dans la Résistance – CRISTINA CLÍMACO	
Formation et composition de la communauté portugaise	19
L'entrée en guerre en 1939-1940	20
Les Portugais face à l'occupant allemand : les premiers engagements	21
La résistance organisée 1942-1944	22
Les Portugais dans la Résistance : un champ à défricher – VÍCTOR PEREIRA	25
Une pesée globale encore incertaine	27
Une minorité politisée	28
Un ancrage local	31
Lieux de résistance, de détention ou d'exécution en Nouvelle-Aquitaine	33
D'autres sources autour des étrangers dans la Résistance	
Films documentaires	35
Films de fiction	36
Bandes dessinées, exposition	36
Le comité Sousa Mendes	37
Les éditions Quatorze	38



STÈLE EN HOMMAGE À MISSAK MANOUCHIAN AU CIMETIÈRE PARISIEN D'IVRY. D.R.

COLL. AJPN





SUZETTE EHRLICH, RÉSISTANTE DE L'UJRE, IMPRIME À LA RONEOTYPE DES TRACTS CLANDESTINS. D.R.

Introduction

LES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE EN FRANCE, CES COMBATTANTS DE L'OMBRE TROP LONGTEMPS OUBLIÉS

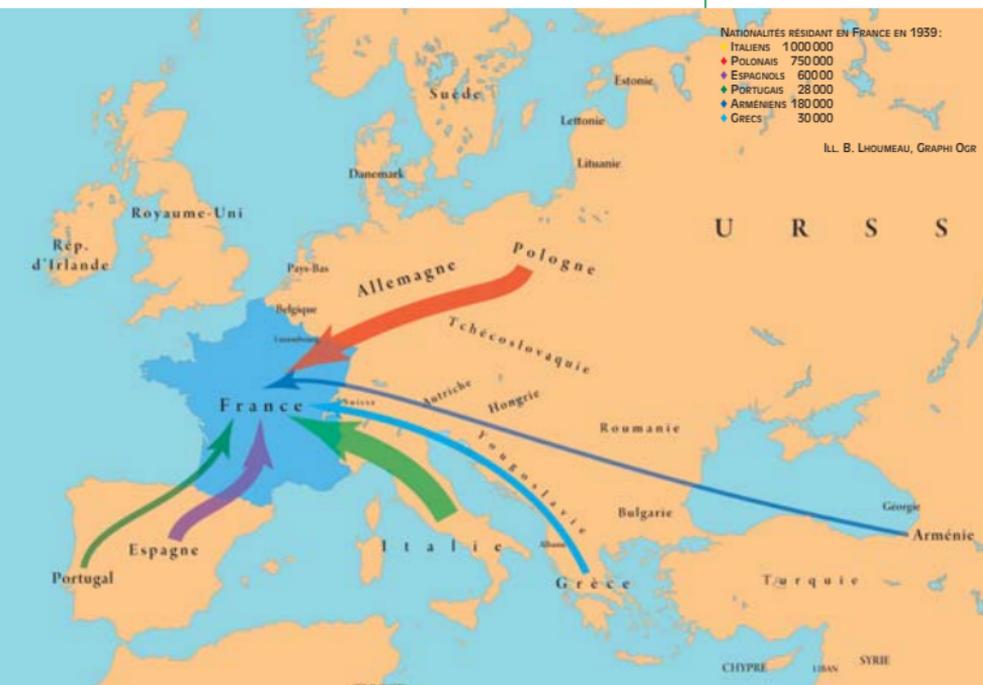
Résister est un verbe qui se conjugue au présent.

Lucie Aubrac

Le 21 février 2024, nous honorerons l'entrée de Missak Manouchian et son épouse, Mélinée, au Panthéon. Nous nous réjouissons de voir totalement reconnues, à travers sa personne aux côtés de ses compagnons de lutte, la valeur et l'importance de la part des étrangers et des immigrés dans la Résistance et la libération de la France.

L'engagement des étrangers immigrés dans la Résistance et les liens d'amitié et de fraternité avec des Français, leurs compagnons de combat, ont contribué à l'intégration de ces populations dans la société française. Ils ont, par ailleurs, participé activement à la reconstruction de la France, à son développement et à son rayonnement, notamment durant la période des Trente glorieuses. Il nous faut sans cesse faire vivre cette mémoire et la transmettre aux nouvelles générations, surtout dans ces moments de tension, de montée des extrémismes et de rejet des étrangers.

**DES FEMMES ÉTRANGÈRES
SE SONT ENGAGÉES
DANS LA RÉSISTANCE EN FRANCE.
NON MOINS IMPORTANTES
MAIS MOINS VISIBLES
QUE CELLES DES HOMMES,
LEURS ACTIONS SONT SOUVENT
RESTÉES INCONNUES ET,
EN TOUT CAS, NON RECONNUES.
PEU DE FEMMES FIGURENT
DANS CE DOCUMENT,
À NOTRE CONNAISSANCE DIX
PORTUGAISES ONT ACTIVEMENT
PARTICIPÉ À LA RÉSISTANCE
- PARMI ELLE, HORTENSE
ANTUNES EST EXEMPLAIRE.**





UNE DU JOURNAL L'INDÉPENDANT DES PYRÉNÉES, FÉVRIER 1939.
LE PREMIER JOUR DE LA MOBILISATION GÉNÉRALE EST LE SAMEDI 2 SEPTEMBRE 1939.
SOURCE NO PASARÁN, ALBUM SOUVENIR, HENRI-FRANÇOIS IMBERT

ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE : LE PREMIER JOUR DE LA MOBILISATION GÉNÉRALE EST LE SAMEDI 2 SEPTEMBRE 1939.
COLL. AJPN



Depuis une quarantaine d'années, les travaux des historiens nous permettent de mieux connaître des pages de notre histoire longtemps mises de côté. C'est le cas, du rôle des étrangers dans la résistance. Leur engagement, le sang qu'ils ont versé – pour défendre la France et ses idéaux et lutter contre le fascisme – ont pris du temps à être reconnus et honorés.

Ce n'est qu'à partir des années 1970 que ce rôle va progressivement être valorisé avec l'avancée des recherches historiques. Et à partir des années 80, qu'il va être porté à la connaissance du grand public au travers d'émissions de radio et de télévision et de publications. L'entrée de Missak et Mélina Manouchian au Panthéon, représente une étape fondamentale de ce long cheminement des mémoires et de cette reconnaissance nationale.

La résistance en France dès ses débuts comporte immédiatement une dimension internationale et universelle.

Dès l'occupation de la France en juin 1940, par les troupes du 3^e reich, et la capitulation du maréchal Pétain, une partie des étrangers travailleurs immigrés résidant en France, ont pris part à la résistance afin de lutter contre le fascisme et le nazisme pour défendre la France, la République, la liberté et les droits de l'Homme.

Avant la guerre en 1939, la France comptait déjà 3 800 000 étrangers, travailleurs immigrés et réfugiés, fuyant les dictatures et les persécutions racistes. Ils vivaient surtout dans les grandes zones d'emploi. Ils étaient italiens, polonais, espagnols, portugais, allemands, belges, suisses, arméniens ou des pays de l'Est.

À l'approche de la guerre, le gouvernement français avait regroupé de nombreux étrangers dans des camps d'internement, et, dès janvier 1939 des réfugiés républicains espagnols ou membres des Brigades internationales. Au début de la guerre, certains étrangers internés dans ces camps vont s'engager dans les régiments de marche des volontaires étrangers, et d'autres dans la Légion étrangère. Après la défaite, ils furent nombreux à rejoindre les différents mouvements de la Résistance. Une partie d'entre eux possédait une bonne expérience des combats acquise dans leur pays d'origine contre le fascisme : en Italie, au Portugal, et particulièrement au cours de la guerre d'Espagne (1936-1939) au sein des Républicains ou des Brigades internationales. D'autres étrangers intégreront les Forces Françaises Libres, tels les Républicains espagnols présents dans la Nueve, 9^e compagnie de la 2^e DB du général Leclerc, ou encore les Italiens de la brigade Garibaldi, sans oublier les soldats recrutés dans des colonies françaises d'Afrique.

Mais leur engagement et leur combat resteront trop longtemps minimisés, presque invisibles, pour des raisons politiques que l'on retrouvait dans tout l'éventail des partis politiques français, dans une vision d'unité nationale de libération de la France.

La constitution, le 27 mai 1943 du Conseil national de la Résistance, dirigé par Jean Moulin sous l'autorité du général de Gaulle, conduit progressivement à rendre invisible et à considérer comme secondaire le rôle des étrangers dans la Résistance.

Encore aujourd'hui, les homologations à travers l'attribution de cartes de Résistants accordées à des étrangers, sont loin de refléter réellement cet engagement massif dans la Résistance en France. Il a fallu attendre les années 2000, pour que la mention « Mort pour la France » puisse être attribuée aux résistants étrangers – auparavant réservée aux seuls Français. Quant aux pensions des anciens combattants des colonies – cristallisées en 1958 – ce n'est qu'en 2020 qu'elles purent être versées en totalité aux ayants-droit dans leur pays d'origine.

Il nous reste quelques symboles, figures de ces étrangers dans la Résistance en France :

- les vingt-trois membres du groupe Manouchian – dont les dix de L'Affiche rouge – fusillés le 21 février 1944 par les nazis au Mont-Valérien, (parmi eux trois Français et dix immigrés arrivés en France dans leur jeunesse) ;
- Joséphine Baker, résistante afro-américaine ;
- Boris Vildé, chef du groupe des Résistants du musée de l'Homme de Paris ;
- les combattants de la *Nièvre* de la 2^e DB qui ont contribué à la libération de Paris, le 24 août 1944.

Les recherches d'historien et des récits de vie nous apprennent qu'entre 1940 et 1945 plus de 130 000 étrangers ont été victimes de déportation depuis la France vers les camps de concentration allemands du fait de leurs actes de résistance. Soulignons également que des milliers d'étrangers ont été enrôlés de force dans des groupements de travailleurs étrangers envoyés en Allemagne par le gouvernement de Vichy au service de l'économie de guerre à travers l'organisation TODT.

En 1930, 28 000 Portugais résidaient en France, en grande majorité des travailleurs et leur famille, des anciens soldats portugais engagés dans la guerre de 1914-1918 et des exilés politiques. Dès l'occupation de la France par les troupes allemandes, des Portugais se sont engagés avec force et



BORIS VILDÉ. SOURCE MUSEEBORISVILDE.COM, D.R.



JOSÉPHINE BAKER EST ENTRÉE AU PANTHÉON MARDI 30 NOVEMBRE 2021. ELLE EST LA PREMIÈRE PERSONNALITÉ ÉTRANGÈRE* À ENTRER AU PANTHÉON ET LA SIXIÈME FEMME APRÈS SIMONE VEIL EN 2018, CÉLÉBRANT AINSI SON ENGAGEMENT AU CÔTÉ DE LA FRANCE LIBRE ET DANS LA LUTTE ANTI-RACISTE, DE « FEMME DÉFENDANT LE GENRE HUMAIN » SELON LES MOTS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. PH. STUDIO HARCOURT - WIKIMÉDIA COMMONS

courage dans la Résistance pour défendre leur pays d'accueil. Plus de 500 Résistants portugais ont, à ce jour, été identifiés – l'action de ces combattants a trop longtemps été ignoré en France et au Portugal.

Afin de réparer cette injustice, depuis 2018 nous, le Comité Sousa Mendes et la délégation néo-aquitaine de la Ligue des combattants et résistants portugais, avec le soutien d'historiens et d'universitaires, avons initié un cycle de dix conférences, réalisé un documentaire et conçu une exposition « Les étrangers dans la résistance en France – le cas des Portugais ». C'est avec une volonté tenace et une grande détermination que nous avons à Bordeaux et en Nouvelle-Aquitaine, engagé ce travail de mémoire pour faire connaître, et rendre hommage à tous ces étrangers, combattants de l'ombre, trop souvent oubliés, et plus spécifiquement aux 500 résistants portugais.

L'entrée de Missak Manouchian au Panthéon le 21 février 2024 est une étape importante dans ce long travail de mémoire et de reconnaissance.

René Char écrivit :

Il fallait choisir son camp, nous avons fait le choix de la résistance, de nous engager, de combattre au péril de nos vies. Nous n'avons fait que notre devoir au service de la Liberté et de la France.

Manuel Dias Vaz



HALF-TRACK GUERNICA DE LA NÛEVE (9^e COMPAGNIE DE LA 2^e DIVISION BLINDÉE DU GÉNÉRAL LECLERC).
LES VÉHICULES DE LA NÛEVE ÉTAIENT BAPTISÉS DE NOMS DE BATAILLE DE LA GUERRE D'ESPAGNE.
LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉSISTANCE CHOISIT DE MASQUER CES NOMS SUR LES PHOTOS DE LEUR ENTRÉE DANS PARIS, AFIN DE REVENDIQUER QUE PARIS FUT LIBÉRÉE PAR DES FRANÇAIS – ALORS QUE CES COMBATTANTS ÉTRANGERS ÉTAIENT DES PORTEURS D'ESPOIR ET DE LUMIÈRE DANS LEUR AMOUR POUR LE PAYS OÙ ILS AVAIENT CHOISI ET OÙ LES AVAIENT ACCUEILLIS (COFD).
SOURCE LA NÛEVE OU LES OUBLIÉS DE LA VICTOIRE, ALBERTO MARQUADT

Des résistances à la Résistance (1940-1944)

La « drôle de guerre » et la défaite militaire

Le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939 après l'invasion de la Pologne. Après neuf mois de « drôle de guerre » sans opération militaire terrestre, Hitler déclenche l'offensive de la Wehrmacht sur le front de l'Ouest le 10 mai 1940. Les forces néerlandaises capitulent le 14 mai. Deux semaines plus tard, la Belgique rend les armes à son tour. En dépit de combats acharnés, la situation de l'armée française devient vite alarmante. Le 18 mai, le président du Conseil Paul Reynaud prend en charge le portefeuille de la Défense nationale. Il nomme le maréchal Philippe Pétain, auréolé du prestige de « vainqueur de Verdun », vice-président du Conseil. Le 4 juin, les Allemands percent le front vers Rouen et Reims. Le lendemain, le général de brigade à titre temporaire Charles de Gaulle est nommé sous-secrétaire d'État à la Défense nationale. Il est, en réalité, déjà trop tard pour renverser la situation militaire.

Le 10 juin, jour de la déclaration de guerre de l'Italie à la France, le gouvernement quitte la capitale. Le repli des armées se transforme en débâcle. Le 14, les Allemands pénètrent dans Paris, ville ouverte que les autorités ont décidé de ne pas défendre. Dans l'intervalle, le gouvernement français a trouvé refuge à Bordeaux. Le débat y fait rage à huis clos entre partisans de la poursuite du combat (Paul Reynaud) et tenants d'un armistice (Philippe Pétain). Le 16 juin, Reynaud démissionne et Pétain devient président du Conseil. Le lendemain, il appelle à cesser le combat et annonce qu'il a sollicité un armistice.

Entre le 10 mai et le 25 juin 1940, l'armée française a enregistré quelque 60 000 morts, 200 000 blessés et 1 500 000 prisonniers. La Wehrmacht a perpétré quelques massacres contre les troupes qui tenaient coûte que coûte, en particulier les tirailleurs sénégalais : à Chasselay au nord-ouest de Lyon les 19 et 20 juin, 194 soldats originaires de l'Afrique de l'Ouest sont mitraillés ou écrasés par les blindés allemands.

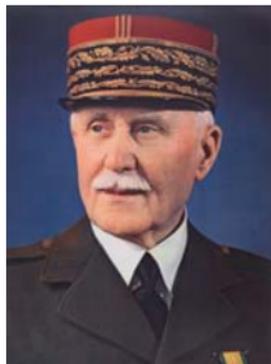
L'effondrement

On a peine à mesurer aujourd'hui le traumatisme causé par cette défaite humiliante, inattendue et foudroyante. Pour s'en faire une idée, il faut lire *L'étrange défaite*, « ce procès-verbal de l'an 1940 » dressé par l'historien Marc Bloch ou, pour reprendre le titre de sa deuxième partie cette « déposition d'un vaincu » : « Quel que puisse être le succès final, l'ombre du grand désastre de 1940 n'est pas près de s'effacer. »

Cette défaite s'inscrit sur fond d'une crise d'identité collective qui a miné à bas bruit le pays jusque dans ses fondements. Les facteurs de cette crise sont multiples : le vieillissement démographique, la mémoire obsédante de l'hémorragie de 14-18, la crise économique, les peurs et les affrontements de l'été 1936, les désillusions et la désagrégation du rassemblement populaire, la puissance du pacifisme, la question communiste. Selon Pierre Laborie, la nation atteint, en juin 1940, « un niveau de décomposition indescriptible dans sa totalité ».

Sur le moment, submergés par la catastrophe, les Français se laissent persuader par le régime autoritaire instauré à Vichy par Pétain dès juillet que la défaite est due avant tout aux soldats (censés

Laurent Douzou est professeur émérite d'histoire à l'université Lumière Lyon-II et à l'IEP Lyon. Il est spécialiste de l'histoire et de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance intérieure française.



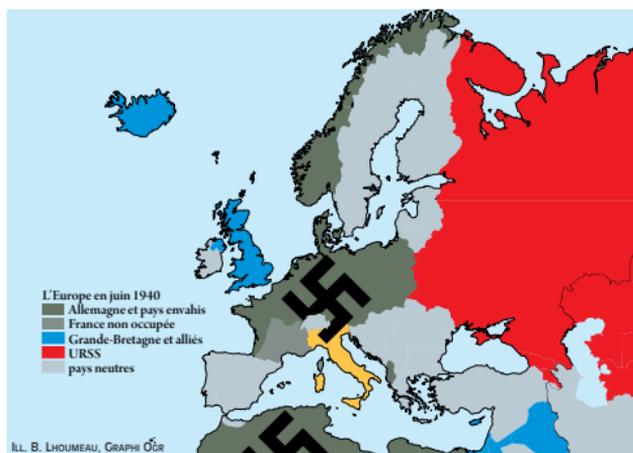
PHILIPPE PÉTAÏN. PHOTOGRAPHIE OFFICIELLE COULEUR TITRÉE SUR PAPIER, IMPRIMERIE DRAEGER, VERS 1941. PH. GALICIA



WINSTON CHURCHILL, STATUE DE JEAN CARDOT, PARIS ©. PH. B. LHOUMEAU



JEAN MOULIN, 1940 © MARCEL BERNARD © MUSÉE DE LA LIBÉRATION DE PARIS - MUSÉE DU GÉNÉRAL LECLERC - MUSÉE JEAN-MOULIN



avoir été gangrenés par le Front Populaire et le pacifisme), aux Anglais et au personnel politique de la III^e République. C'est oublier un peu vite les dizaines de milliers de militaires français morts les armes à la main. C'est faire fi de l'inébranlable détermination britannique. C'est faire l'impasse sur l'effort d'armement et de modernisation entrepris depuis 1936. C'est surtout taire les responsabilités du haut commandement : les armées françaises ont moins souffert de l'insuffisance des moyens que de la manière de s'en servir. Le dogme défensif hérité de 14-18 a amené l'État-Major à refuser d'employer de façon conjuguée les blindés et l'aviation.

Ce qui domine alors les préoccupations des Français, et de loin, c'est l'effondrement d'un pays tout entier, symbolisé par l'exode : 8 millions de personnes ont sillonné à un moment ou à un autre les routes de France. Un exode désespéré vers le sud et le plus loin possible. Dans Premier Combat, texte écrit dans l'hiver 1940-1941, Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loire au moment de ces événements, rapporte que, le 15 juin 1940, la ville de Chartres ne comptait plus que 800 habitants contre 23 000 en temps ordinaire ! L'exode est ressenti comme un traumatisme profond par toute la population et participe à cette perte des points de repère qui conduit une écrasante majorité de la population à donner son adhésion à l'action et au discours de Pétain. N'étant plus membre du gouvernement, sans notoriété ni mandat, le général de Gaulle est parti le 17 juin pour Londres d'où il a lancé le 18 un appel à continuer le combat. Les débuts de la « légion de Gaulle » sont très difficiles. En août 1940, un accord passé avec Churchill donne des moyens et de la crédibilité à ce qui est désormais la France libre. Elle devra mener un combat long et incertain pour acquérir reconnaissance militaire et légitimité politique.

Premiers gestes de refus : « faire quelque chose »

« Faire quelque chose » : dans la nuit de l'Occupation, le réflexe patriotique, l'improvisation et les tâtonnements inventifs caractérisent les premiers refus. C'est le temps des individualités qui tentent de réagir face à une situation à leurs yeux inacceptable. Des actions spontanées font flèche de tout bois : aide à l'évasion, hébergement de prisonniers de guerre ou d'aviateurs alliés abattus, récupération d'armes, tracts fabriqués avec du matériel de fortune pour informer, éveiller les consciences et nourrir l'espoir. Ces actes épars s'agrègent peu à peu à l'automne 1940. Les individualités se fon-

dent dans des noyaux qui se forment, se greffent les uns aux autres, et des organisations plus structurées se développent, comme « Liberté » en zone non occupée ou « Valmy » en zone occupée. Cette résistance en gestation est alors ultra-minoritaire et marginale.

Peu à peu émergent deux types de groupes de résistance aux objectifs et aux fonctions distincts. Les réseaux se concentrent sur une activité essentiellement militaire (évasion, renseignement, sabotages) ; ils sont subordonnés aux services secrets de la France libre (le Bureau Central de Renseignement et d'Action), ou à ceux des Alliés (Intelligence Service et Special Operations Executive britanniques, Office of Strategic Services états-unien, etc.). Les mouvements ont, quant à eux, une action avant tout politique : toucher une opinion sévère d'informations et privée des libertés démocratiques. C'est la condition pour recruter et penser un avenir possible. En zone sud, les principaux mouvements qui émergent progressivement sont Combat, Franc-Tireur et Libération. En zone nord, on peut citer Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Défense de la France, Libération, l'Organisation Civile et Militaire. Les groupes les plus précocement constitués, comme Valmy ou la nébuleuse du Musée de l'Homme, sont rapidement démantelés par l'Occupant même si certains de leurs membres qui échappent aux coups de filet continuent leur action sous d'autres cieux. Indépendamment des mouvements, des syndicats (CGT, CFDT) et des partis politiques (principalement le parti communiste français et le parti socialiste SFIO) développent une action résistante.



LA FRANCE COUPÉE EN DEUX.
ILL. B. LHOUMEAU, GRAPHI ODR

L'unification et la légitimation de la Résistance

Peinant à recruter et à rompre leur isolement jusqu'au premier semestre de 1942, ces organisations clandestines réussissent tout de même à s'implanter dans les villes puis dans les campagnes. Elles se rassemblent sous l'autorité du général de Gaulle grâce à l'action décisive de son émissaire, Jean Moulin (alias Rex, Max). Rex parvient le 27 mai 1943 à unir mouvements, partis et syndicats résistants au sein du Conseil National de la Résistance mais ne verra pas les fruits de son action : arrêté à Caluire le 21 juin 1943 par les Allemands, longuement torturé, il succombe à ses blessures le 8 juillet en gare de Metz dans le train qui l'emmène en Allemagne. Au moment où il disparaît, la dynamique résistante est de plus en plus forte. Les organisations clandestines s'enracinent dans la société. Au fil du temps, le régime de Vichy – qui prône la collaboration avec l'Allemagne nazie depuis la rencontre d'Hitler et de Pétain à Montoire en octobre 1940 et qui s'affirme de plus en plus comme un pouvoir liberticide et persécuteur – perd le soutien de l'opinion d'autant que la guerre, devenue mondiale en 1941 avec les entrées en guerre de l'URSS et des États-Unis, tourne manifestement au désavantage des forces de l'Axe.

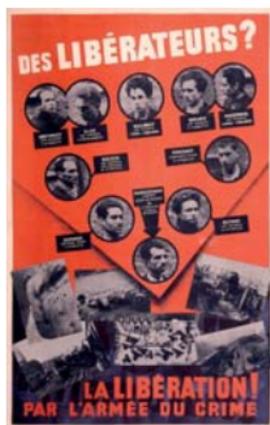
L'apparition des maquis est la conséquence de l'instauration par Vichy du Service du travail obligatoire (STO) en Allemagne en février 1943. Des groupes de jeunes réfractaires se cachent pour



GENERAL CHARLES DE GAULLE. COLL. AJPN



AFFICHE DE PROPAGANDE. COLL. AJPN



L'ÉPICHE ROUGE. © PARIS - MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST. RMN - GRAND PALAIS / PASCAL SEGRETTE

fuir les réquisitions. Les maquis sont alors de simples refuges implantés en milieu rural, dans les bois et les massifs montagneux, que les organisations de la Résistance cherchent à encadrer. Au printemps, puis à l'été 1944, ces camps deviennent de véritables unités combattantes intégrées dans les stratégies de la lutte armée. L'armement, les parachutages, l'instruction et la préparation aux combats de la libération, la discipline, la sécurité et le ravitaillement sont les principales occupations des maquisards. Les maquis forment un monde à part et libre qui bénéficie le plus souvent de la solidarité des populations alentour. En 1944, devenue une véritable force politique dotée d'un programme d'action pour la Libération que le CNR a adopté à l'unanimité le 15 mars, la Résistance a gagné la bataille de la légitimité contre le régime de Vichy qui se délite dans l'indifférence au mois d'août. Elle reste numériquement minoritaire mais n'est plus du tout marginale. Le Gouvernement Provisoire de la République Française, formé le 3 juin 1944, assume le pouvoir après la Libération de Paris mais la guerre se poursuit en Europe jusqu'à la capitulation allemande le 8 mai 1945.

Résistance française et Résistance en France

La Résistance est d'abord une action. Choix transgressif de lutte contre l'occupant nazi et ses collaborateurs, l'engagement dans la clandestinité se fait en pleine conscience des risques encourus dans une situation de guerre. Si les motivations, les raisons d'agir et les références sont aussi diverses que les femmes et les hommes qui la construisent, le patriotisme – ou l'attachement à la France pour ceux dont elle est la patrie d'adoption – forme la valeur centrale de la Résistance. L'engagement n'est pas toujours entier et immédiat. C'est le plus souvent un cheminement qui conjugue volonté personnelle, faculté d'agir et participation à une organisation collective du refus.

Cette Résistance française est beaucoup plus diverse qu'on ne croit. Beaucoup d'étrangers la rejoignent et lui apportent une expérience acquise avant-guerre dans leur lutte contre les différentes déclinaisons du fascisme. Certains de ces étrangers s'y engagent par attachement à la France des droits de l'Homme qui les a accueillis (pas toujours chaleureusement comme en témoignent les camps d'internement où, en 1939-1940, ont été enfermés Espagnols et Portugais, catalogués comme « Rouges »). Russe de naissance, naturalisé Français, Boris Vildé, chef du groupe du Musée de l'Homme, fusillé au Mont-Valérien le 23 février 1942, évoque ainsi dans le Journal qu'il tient en prison « ma France ». D'autres, rompus au combat antifasciste notamment dans les rangs de l'Espagne républicaine ou dans les rangs communistes, intègrent la Main d'œuvre Immigrée et les Francs-Tireurs et Partisans pour participer à des actions armées. C'est le cas de Missak Manouchian fusillé au Mont-Valérien le 21 février 1944 ou de Joseph Epstein fusillé au Mont-Valérien le 11 avril 1944.

Au côté de ces figures de proue restées dans les mémoires, nombre d'étrangers de toutes nationalités dont le temps a effacé les noms et les itinéraires ont combattu, souvent au prix de leur vie. Ce caractère transnational de la Résistance en France s'est révélé au grand jour lors de l'insurrection de Paris (19-25 août 1944) quand des détachements de résistants d'origine étrangère ont pris activement part à la libération de la capitale. Malgré cela, cette Résistance-là reste très mal connue et même en grande partie invisible. Faute de documents attestant leur action clandestine ou parce que beaucoup n'ont pas sollicité le titre de reconnaissance auquel ils pouvaient pourtant prétendre, les homologations chichement accordées après-guerre aux étrangers au titre de la Résistance reflètent très médiocrement l'ampleur de leur engagement.

Laurent Douzou

Les étrangers dans la Résistance

Durant les années 1940-1944, de nombreux étrangers se sont engagés dans toutes les formes de la Résistance en France : propagande, renseignement, réseaux divers et groupes de lutte armée dans des maquis et l'armée de la Libération.

Les étrangers qui combattent dans la Résistance en France faisaient partie de tous les groupes d'étrangers qui vivaient en France en juin 1940, qu'ils soient immigrés, réfugiés ou exilés. Et un petit nombre d'entre eux est entrée assez rapidement en résistance, comme ce fut le cas de la minorité de Français résistants dès les débuts de l'occupation nazie et de la collaboration du gouvernement de Pétain, qu'ils aient pu entendre, ou non, l'appel de de Gaulle le 18 juin 1940.

Pour des raisons diverses historiques et politiques, tenant aux complexités pour l'homologation de résistants il est difficile de connaître le chiffre exact du nombre de résistants étrangers. Signalons aussi que la mention « Mort pour la France » a été très largement « réservée » aux Français jusqu'à une date très récente. On ne connaît que des éléments partiels, qui donnent toutefois une idée de l'importance du nombre de résistants étrangers. Ainsi, sur les 1 000 fusillés au mont Valérien, 185 étaient des étrangers, ce qui est une proportion importante, supérieure à la proportion des étrangers dans la société française. Actuellement les études concordent pour constater que la proportion de résistants parmi les étrangers est supérieure à celle des Français résistants par rapport à l'ensemble des Français. En n'oubliant pas que dans les cas des Français ou des étrangers, les résistants restèrent une minorité. Il faut aussi rappeler que la force de la Résistance a reposé sur la multiplicité des actions de soutien et de solidarité de très nombreux Français et étrangers.

Qui étaient les résistants étrangers ? Des immigrés, des exilés, des réfugiés

La France est un pays de forte immigration depuis le XIX^e siècle et elle restait un des principaux pays d'immigration d'Europe. En 1931, il y avait près de trois millions d'étrangers en France.

Qu'il s'agisse d'étrangers arrivés peu de temps auparavant en France ou d'immigrés et de réfugiés de plus longue date, on les retrouve, dans les formes les plus diverses de résistance, le plus souvent luttant aux côtés de Français pour la liberté et la démocratie en France et au-delà dans divers pays d'Europe dont ils étaient originaires.

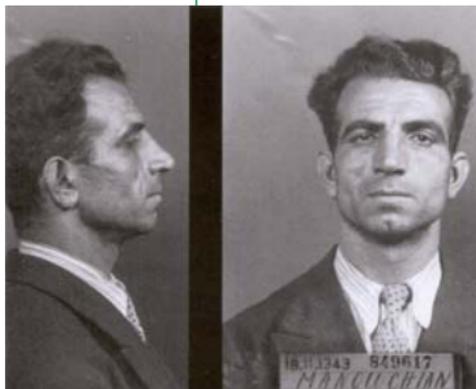
Un très bon exemple pour savoir qui étaient les étrangers dans la Résistance est donné par le « groupe Manouchian » que les autorités nazies et pétainistes ont voulu stigmatiser à travers la « L'affiche rouge ». On retrouve parmi les vingt-trois fusillés, tout comme dans les dix qui figurent sur l'affiche, l'entremêlement entre des Français et des étrangers qu'ils soient des immigrés depuis longtemps en France ou des exilés de l'entre-deux guerres ou de réfugiés très récemment arrivés en France. Sur les dix de « L'affiche rouge » comme sur les vingt-trois fusillés du « groupe Manouchian », on compte un nombre important d'immigrés, dont plusieurs étaient arrivés en France dans leur enfance (six des dix membres de l'affiche). Parmi ces étrangers, on trouve des exilés politiques de dictature fascisante et nazie en Europe (un fils d'antifascistes italien et un républicain espagnol) et aussi des étrangers, membres des Brigades internationales qui combattent avec les Républicains

Marie-Christine Volovitch-Tavares est vice-présidente du CERMI (centre d'études et de recherches sur les migrations ibériques). Ancienne élève de l'ENS Fontenay, agrégée d'histoire, elle a vécu à Lisbonne pour son doctorat sur « Le catholicisme social au Portugal, 1891-1910 », (Paris III, dir. Frédéric Mauro).

Depuis 1993 elle se consacre à l'histoire des Portugais en France au XX^e siècle, avec des travaux pionniers en histoire sur cette immigration, d'abord sous l'égide de Pierre Milza au CHEVS (Centre d'histoire du XX^e s, Science Po-Paris), avec l'ouvrage *Portugais à Champigny, le temps des baraquas*, 1995.

De 2002 à 2007, elle fut membre du comité d'histoire de la mission de préfiguration du musée national de l'histoire de l'immigration et co-rédactrice des textes de la première exposition permanente. Ses recherches couvrent des approches diverses de l'immigration des Portugais, dans les années 1960 (travailleurs et exilés) et des recherches ponctuelles sur la 1^{re} partie du XX^e s, dont la Grande Guerre). Elle a participé à de nombreux colloques et rédigé plusieurs articles dans des revues en lien avec l'histoire de l'immigration en France telles *Hommes et Migrations* (revue attachée au musée national de l'histoire de l'immigration), dans *Migrations* (revue de l'association Génériques) et dans *Exils et Migrations ibériques* (revue du CERMI). Soucieuse de faire connaître plus largement cette histoire, elle a participé à des actions pédagogiques et des collaborations avec des associations portugaises proposant une réflexion, telles « Interaction France-Portugal », « Latitudes », et le « comité Sousa Mendes ». Elle a publié une synthèse grand public en 2016, *100 ans d'histoire des Portugais en France*.

MISSAK MANOUCHIAN, PHOTOS DU DOSSIER DE POLICE. PRÉFECTURE DE POLICE, D.R.





LES 22 COMPAGNONS DU GROUPE MANOUCHIAN SONT FUSILLÉS LE 21 FÉVRIER 1944 AU MONT VALÉRIEN. SOURCE INA.FR

espagnols et se réfugièrent en France avec eux. Notons aussi qu'un des « dix » était un Français, né en France, fils d'un émigré polonais et d'une française et que deux autres Français faisaient partie des vingt-trois fusillés.

En février 1944, les autorités nazies d'occupation en France, avec la collaboration de responsables français liés à la politique de

collaboration du gouvernement pétainiste, accentuèrent leur répression contre les groupes de résistants. Dans la région parisienne, ils arrêtèrent un groupe très actif de vingt-trois membres, en majorité des étrangers, (dont une femme) fusillés le 21 février 1944. Dans le but de les stigmatiser et à travers eux stigmatiser toute la Résistance, les services de propagande éditérent une affiche dont les couleurs et les titres étaient destinés à stigmatiser les résistants de ce groupe et à travers eux l'ensemble des résistants. Cette affiche, connue comme « L'affiche rouge » du fait de sa couleur dominante, dénonçait « La Libération par l'armée du crime ! » et mettait en avant dix des membres du « groupe Manouchian » (leur chef) qui étaient désignés comme des assassins, de dangereux terroristes, des étrangers criminels, en grande majorité juifs, et non pas des Français libérateurs luttant contre l'occupation de leur pays. Toutefois, au contraire de l'effet attendu, « L'affiche rouge » n'entraîna pas de refus massif des actions des Résistants. Et de plus, après la Libération et à partir des années 1960, cette affiche devint le symbole des engagements des étrangers dans la Résistance. Le poète Louis Aragon leur dédia un poème en 1956, popularisé par la chanson qu'en tira en 1961 Léo Ferré.

DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

La plupart des immigrés étaient des travailleurs qui avaient immigré en France pour chercher une vie meilleure grâce à leur travail. Ces hommes et ces femmes avaient massivement été recrutés pour la modernisation de la France, comme ouvriers dans des mines et diverses entreprises industrielles et dans l'agriculture. Ils venaient de nombreux pays européens. Les Italiens formaient le groupe le plus important et le plus ancien. Ils étaient déjà un million avant 1914, suivis, en nombre, par les Espagnols. Puis, à partir des années 1920, on avait recruté jusqu'à un demi-million de travailleurs polonais, surtout pour les mines. Il faut leur ajouter d'autres groupes d'immigrés venus de divers pays d'Europe du sud (des Grecs et surtout des Portugais) et d'Europe de l'est (Tchèques, Yougoslaves, Roumains). À partir de la Première Guerre mondiale, on recruta en France les premiers groupes de travailleurs des colonies françaises (surtout en Afrique du Nord, parfois en Indochine) et des groupes de travailleurs chinois.

Ils furent nombreux à participer à la Résistance dans un pays où ils s'étaient installés, où ils étaient insérés par leur travail, leur vie quotidienne de voisinage et à travers de nombreux mariages mixtes. La plupart vivaient depuis de longues années en France où certains étaient arrivés dans leur enfance. Comme l'a déclaré l'immigré italien, Spartaco Fontano (un des dix de « L'affiche rouge »), lorsque à son procès on lui a demandé pourquoi, lui étranger, était résistant en France : « Pour un ouvrier, la Patrie est le pays qui lui donne du travail ». Les immigrés ont rejoint dans la Résistance des Français, luttant au sein d'une société qui était la leur, aux côtés de ceux dont ils partageaient la vie et les valeurs depuis de nombreuses années, parfois des voisins, des collègues, souvent des compagnons dans les syndicats, les partis et les associations démocratiques.

LES EXILÉS POLITIQUES ET LES RÉFUGIÉS

La France était aussi depuis le XIX^e siècle un pays qui avait accueilli de nombreux exilés politiques et des réfugiés fuyant des persécutions politiques et raciales. Un nombre notable des étrangers qui participèrent à la Résistance en France, étaient des exilés politiques des années 1920 et 1930 et des réfugiés arrivés peu d'années avant la guerre.

À l'aube de la Seconde Guerre mondiale, il y avait en France de nombreux exilés politiques refusant les dictatures en Europe dont le nombre s'était accru à partir des années 1920, d'abord avec le fascisme en Italie (1922), puis les dictatures au Portugal (1926) et en Europe de l'est, enfin avec l'avènement du 3^e reich allemand en 1933 et ses annexions (Autriche, Tchécoslovaquie). Des Allemands et des Autrichiens ont ainsi été actifs dans la Résistance en France, que ce soit dans des réseaux de renseignement, dans l'infiltration des services d'occupation ou dans les maquis, comme par exemple les trois Allemands à la tête des maquisards lors de la libération de la petite ville de La Rivière (Lozère), en 1944.

Depuis les années 1920 il existait une nouvelle catégorie de réfugiés, des apatrides, protégés par la SDN (Société des Nations fondée en 1919), surtout des Arméniens, rescapés du génocide organisé par l'empire turc Ottoman 1915-1916) et des exilés venus de l'ex-empire russe après la formation de l'URSS. Rappelons que le « chef » du groupe de « L'affiche rouge », Missak Manouchian, était l'un de ces réfugiés arméniens et que son frère était un des autres membres du groupe.

Les persécutions raciales nazies avaient entraîné, au cours des années 1930, de nombreux Juifs à fuir l'Allemagne hitlérienne, puis les pays qu'elle annexait (Autriche, Tchécoslovaquie) puis menaçait (Pologne) et à chercher refuge en France.



SUR LA ROUTE DE CERBÈRE, MILICIENS VENANT DE TRAVERSER LA FRONTIÈRE. PH. APA, NO PASARÁN, ALBUM SOUVENIR, HENRI-FRANCOIS IMBERT



GRUPE DES MAQUISARDS ALLEMANDS DE LOZÈRE DÉFILE A NIMES À LA LIBÉRATION DE LA VILLE. COLL. MRN

Enfin, en janvier 1939, à la fin de la guerre civile espagnole (1936-1939), la défaite de l'armée républicaine avait amené près de 500 000 réfugiés en France, lors d'une retraite (*Retirada*) désordonnée, mêlant des milliers de familles de civils aux soldats espagnols vaincus auxquels s'intégrait une petite minorité de combattants de diverses nationalités qui avaient choisi de combattre aux côtés des Républicains espagnols, dans les Brigades internationales et les milices républicaines espagnoles.

Motivations des engagements dans la Résistance

Qu'ils soient des étrangers récemment arrivés ou des immigrés de longue date, ces résistants participèrent à de très diverses formes de résistance.

Leurs motivations rejoignaient celles des résistants français, même si certains de leurs engagements précéderent ceux de résistants français dans la mesure où ils étaient particulièrement menacés par les mesures de persécution politique et raciste des autorités d'occupation nazies soutenus par les responsables de la collaboration. Les étrangers furent aussi concernés, avant les Français, par les mesures de réquisition de travailleurs pour les efforts de guerre du 3^e reich et par les exigences économiques de l'État français.

Les étrangers étaient doublement menacés, d'une part comme tous en France, par les mesures de l'occupation nazie et de la collaboration du gouvernement de Pétain, mais aussi, plus particulièrement menacés en tant qu'étrangers. Il ne faut pas oublier le cas spécifique des Juifs victimes des mesures de persécutions antisémites, avant même les déportations, mesures qui concernaient à la fois les Juifs étrangers et les Juifs français. Les résistants étrangers juifs, furent un cas particulier dans la mesure où les persécutions antisémites les ont touchés les premiers, même si les Juifs français furent rapidement concernés. Mais les Juifs étrangers furent désignés d'emblée comme les premières victimes de l'occupation nazie et de la collaboration pétainiste, qu'ils soient anciennement immigrés en France ou récents réfugiés.

Tous luttèrent pour la liberté et le retour à la démocratie pour la France, dans un large éventail d'engagements idéologiques et politiques, convergeant avec les motivations des Français résistants : engagements humanistes, libération de la Patrie, poursuite des luttes syndicales et politiques d'avant-guerre. Le plus souvent, ces motivations ne s'excluaient pas mais se combinaient.

La part des communistes étrangers dans la Résistance en France a été notable, comme ce fut le cas des Français communistes qui formèrent une part importante de la Résistance. Ces résistants étrangers communistes étaient soit des immigrés de longue date, militants communistes en France avant-guerre, soit des exilés politiques déjà communistes dans leurs pays d'origine.

Outre leurs motivations communes avec celles des résistants français, les résistants exilés politiques espéraient que le retour à la liberté et à la démocratie en France s'accompagnerait aussi de la libération de leurs pays d'origine, soit qu'il s'agisse d'alliés du 3^e reich (comme l'Italie fasciste) soit de dictatures proches des nazis (Portugal et Espagne), soit de nombreux pays sous occupation militaire hitlérienne (la Pologne et des pays d'Europe de l'est). Comme l'a déclaré un résistant italien : « ils combattaient aujourd'hui en France, demain en Italie ». Un de leurs chants de résistants était « *Bella ciao* », le chant des résistants italiens combattant sur le sol italien. Et beaucoup des républicains espagnols combattants dans la Résistance en France, arboraient les drapeaux de la république espagnole démocratique qu'ils espéraient restaurer, lors de leur participation à la libé-



GUERRILLEROS, RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS REGROUPÉS
DANS LA LUTTE ARMÉE. COLL. MRN

ration de plusieurs villes du sud de la France l'été 1944. Et le 24 août 1944, lors de la libération de Paris, ils arboraient l'emblème de la république espagnole sur les chars qu'ils conduisaient à la tête de l'armée de Libération et arborèrent encore ces drapeaux lors du défilé guidé par de Gaulle.

Signalons aussi la présence, minoritaire, dans divers groupes de résistance, d'Allemands antinazis exilés en France et parfois déserteurs de l'armée allemande d'occupation, ainsi que de Russes déserteurs de la Wehrmacht qui les avait recrutés.

N'oublions pas la participation à la résistance de tirailleurs africains et malgaches venant de l'armée française et prisonniers évadés.

Diversité des formes prises par les engagements dans la Résistance

On retrouve des étrangers dans toutes les formes de résistance : la propagande, les réseaux de fuite, les renseignements aux armées alliées, l'aide aux formes les plus diverses de résistance et l'engagement dans des groupes armés (dans les maquis ou dans l'armée française).

Les étrangers furent nombreux à s'engager dans l'armée française dès le début de la guerre le 3 septembre 1939, que ce soit dans la Légion étrangère ou dans les RMVE, Régiments de marche des volontaires étrangers.

Après la défaite militaire française en juin 1940 et l'occupation et la collaboration du gouvernement de Pétain avec le 3^e reich, beaucoup d'étrangers qui s'étaient engagés dans l'armée française se sont engagés dans de très diverses formes de résistance, certains purent rejoindre les Forces Françaises Libres.



VLA COMPAGNIE MARAT MET EN PLACE UN SABOTAGE A AUBAGNE. PH. JULIA PIROTTE, COLL. MRN

On trouve des étrangers, des immigrés, dans les engagements les plus divers pour la Résistance, qu'il s'agisse d'actions de propagande les plus variés, de renseignements pour les armées alliées, de réseaux de passeurs pour des résistants, des persécutés, des soldats alliés ou d'actions locales très diverses. Les étrangers furent nombreux dans des actions armées, que ce soit dans de petits groupes faisant des actions ponctuelles (déraillement de trains, dynamitage d'éléments stratégiques et, très rarement, assassinats ciblés de responsables nazis), ou des groupes de maquisards.

Le plus souvent, les étrangers se retrouvèrent avec des Français et d'autres immigrés dont ils étaient proches par leurs engagements politiques, syndicaux et idéologiques. Leurs engagements varièrent, aussi, comme pour tous les résistants, Français et étrangers, compte tenu des situations géographiques.

Il y eut peu de groupes de résistance uniquement formés autour d'une seule origine, tels quelques cas d'Italiens (dont le groupe « Carmagnole »), de Juifs, d'Espagnols, de Polonais.

Les étrangers résistants juifs se retrouvent dans toutes les formes de résistance, souvent avec des résistants français, juifs ou non, parfois dans des groupes plus spécifiquement juifs. Ils furent actifs dans les diverses formes de réseaux d'aide aux évasions ou à la constitution de « refuges » en France, en particulier pour des enfants. Certains rejoignirent rapidement de Gaulle et intégrèrent les forces interalliées ou directement les forces britanniques. D'autres participèrent à de nombreux réseaux et groupes armés en France, aux références idéologiques très diverses. Les FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans - Main d'œuvre étrangère) regroupaient de nombreux Juifs étrangers liés aux communistes, mais ils furent loin d'être les seuls groupes de résistance armée avec des Juifs.

Quant aux résistants espagnols, ils furent les plus nombreux à se retrouver parfois majoritaires ou même la seule nationalité dans certains maquis. On les retrouve dans des maquis composés de combattants déjà aguerris lors de la guerre d'Espagne et qui jouèrent un rôle important lors des combats en 1944, en particulier pour la libération de certaines villes du sud de la France. En juin 1944, on comptait 4 000 Espagnols dans les diverses unités des maquis des départements de la zone sud. C'est aussi le cas des Espagnols engagés dans l'armée française qui composèrent la quasi-totalité de la 9^e compagnie (la *Nieve*) de la 2^e DB de Leclerc et qui entrèrent les premiers dans Paris dans leurs chars marqués des noms des combats en Espagne durant la guerre civile.

Signalons le cas plus particulier d'une petite partie de militaires de l'armée polonaise qui avaient réussi à gagner la France après la rapide victoire hitlérienne en Pologne en 1939 et qui avec l'aide de l'armée française, avaient reconstitué une force armée, avant mai 1940. Dans la France occupée, ils formèrent des groupes armés et aussi des groupes de renseignements pour les services anglo-américains. Ils étaient liés au gouvernement polonais en exil. Signalons leur rôle dans le réseau de renseignement (F2) qui fut important pour la préparation du débarquement de juin 1944.

Des groupes d'Italiens antifascistes et d'Allemands antinazis eurent un rôle spécifique par leurs capacités de « pénétration » des dispositifs des armées d'occupation allemande et italienne.

On compte un nombre important d'étrangers (immigrés et exilés) dans les groupes de la résistance armée en France, en particulier dans les FTP-MOI. Ces groupes de résistants, liés à la résistance communiste étaient issus des structures syndicales regroupées par « groupes de langue » au sein de la CGT avant la guerre. Des groupes de FTP-MOI furent importants dans des actions de « guérillas urbaines » à Paris, Toulon, Lyon, Grenoble, Marseille. On y trouvait les nationalités les plus diverses (Espagnols, Italiens, Polonais, mais aussi Hongrois, Roumains, Autrichiens, Thèques, Bulgares et même des Russes et des Allemands). Les membres des FTP-MOI étaient parfois regroupés par origines, mais aussi en mêlant plusieurs nationalités. C'est le cas des membres du « groupe Manouchian », rendu tristement célèbre avec la diffusion de « L'affiche rouge ».



DES HOMMES DU GROUPE FTP-MOI DE LA COMPAGNIE MARAT EN EMBUSCADE DANS LES ENVIRONS DE MARSEILLE, ÉTÉ 1944. PH. JULIA PIROTTE, COLL. MUSÉE DE LA PHOTOGRAPHIE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE À CHARLEROI

Les étapes d'une reconnaissance du rôle des étrangers dans la Résistance en France

L'importance de la participation des étrangers à la Résistance avait été reconnue lors de la Libération. Mais, rapidement, elle fut minimisée puis quasiment oubliée au bénéfice d'un récit centré sur la résistance des Français. Dans ce choix politique se retrouvaient les deux grandes composantes de la Résistance, les gaullistes et les communistes, soucieux de reconstruire la communauté nationale française au sortir des détresses de l'occupation et surtout des drames, des déchirures, des compromissions et de la honte apportées par la collaboration de l'État pétainiste avec le 3^e reich nazi. De leur côté, un certain nombre d'étrangers, d'immigrés, qui avaient résisté aux côtés des Fran-

çais, ne cherchèrent pas à insister sur leurs origines, pour des raisons complexes, parfois comme certains républicains espagnols, parce qu'ils restèrent longtemps tournés vers l'espoir de la chute de Franco, soit en raison de leurs choix d'insertion au sein de la société française.

Toutefois, à partir des années soixante, d'autres approches, commencèrent à rendre compte de la complexité des engagements dans la Résistance, à travers des recherches historiques et la publication de mémoires. C'est dans ce contexte que le rôle des étrangers dans la Résistance a pu être progressivement reconnu. Mais c'est surtout à partir des années 1980 que leur rôle sortit de l'oubli avec, dans les années 1990, plusieurs recherches historiques, relayées vers le grand public par des émissions de télévision, des films et des expositions.

Le colloque qui s'est tenu au Sénat, le 18 février 2023, sur la place des étrangers dans la Résistance, avait comme objectif l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian, figure emblématique de la Résistance. L'hommage qui lui sera rendu lors de sa panthéonisation, le 21 février 2024, pour le 80^e anniversaire de l'exécution du « groupe Manouchian », au-delà de son cas individuel, sera destiné à s'étendre, avec lui et à travers ses compagnons de « L'affiche rouge », à tous les étrangers qui luttèrent dans la Résistance en France pour la liberté et la démocratie.

Marie-Christine Volovitch-Tavares

LIBÉRATION DE BORDEAUX, DÉFILE AU STADE MUNICIPAL. LE DRAPEAU DES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS ET LE DRAPEAU FRANÇAIS.

NOTEZ, EN HAUT À GAUCHE, LE PORTRAIT DU GÉNÉRAL LECLERC.
COLL. AREEG



Les Portugais dans la Résistance

Formation et composition de la communauté portugaise

À la veille de la Première Guerre Mondiale, le nombre d'immigrés portugais dépassait à peine le millier d'individus. Les flux augmentent pendant la guerre, lorsque la France et le Portugal signent, le 26 octobre 1916, une convention de main d'œuvre destinée à fournir des travailleurs aux usines de guerre françaises. Arrivés en France avec un contrat de travail de six mois, certains restent en France après la guerre ou y reviennent dans les années suivantes. En 1931, il y a environ cinquante mille Portugais en France. Parmi eux des anciens combattants du Corps Expéditionnaire Portugais restés en France ou qui intègrent la vague d'émigrés qui affluent dans le pays pour les besoins de la reconstruction et pour relancer l'économie. Les effectifs portugais diminuent avec la crise économique des années 30 et les mesures prises par l'État français pour réduire la présence étrangère en France. Au recensement de 1936, ne résident plus en France que vingt-neuf mille Portugais. À ces chiffres, il faut cependant ajouter la masse de travailleurs illégaux, restés en France après leur expulsion ou issus d'arrivées clandestines.

Dès 1926 arrivent en France des opposants à la dictature militaire (1926-1933), puis à l'*Estado Novo* (1933-1974). La France devient une terre d'accueil de l'exil lusitanien. Si le nombre d'exilés n'est pas élevé (en 1928, au pic de leur présence, ils sont environ deux centaines), leur importance réside dans leur statut. Il s'agit de l'élite gouvernementale et intellectuelle de la 1^{re} République, contrainte à l'exil après le coup d'État du 28 mai 1926. Parmi les exilés figurent des individualités telles que Bernardino Machado, président de la République, Afonso Costa, chef de file emblématique du républicanisme portugais, des ministres, des députés, des hauts-fonctionnaires... et des intellectuels, notamment trois directeurs (Raul Proença, Jaime Cortesão et António Sérgio) de la revue *Secara Nova*, qui se voulait un lieu de critique de la gouvernance républicaine et de réflexion politique.

Outre les républicains, on remarque la présence de groupes anarcho-sindicalistes, notamment en région parisienne, et à Marseille et ses environs (Estaque-Riaux, Canet, Cassis, Saint-Auban, Sisteron). Bien que l'histoire de ces groupes anarchistes reste largement méconnue, ce sont eux qui assurent l'essentiel de l'aide à l'Espagne républicaine envoyée par la communauté portugaise. Dès 1935, des militants communistes, viennent en France seconder le travail politique déployé par le PCF et la CGT au sein de l'immigration économique, par le biais de la Main d'Œuvre Immigrée (MOI) et des comités de chômeurs. Cet effort mène à la fondation de la fédération des Émigrés portugais en France (FEPE) en 1937.

En janvier-février 1939, suite à la chute de la Catalogne aux mains franquistes, a lieu un exode

Cristina Climaco est maître de conférences, à l'université de Paris 8 – Vincennes Saint-Denis, chercheur au laboratoire d'études romanes de l'université de Paris 8 – Vincennes Saint-Denis, chercheur associé du CEIS20 université de Coimbra et à l'IHC/FCSH de l'université nouvelle de Lisbonne.

Ses travaux portent sur l'exil dans l'entre-guerres et l'histoire de l'opposition à la dictature militaire et à l'*Estado Novo*. S'intéresse également à l'histoire de la guerre Péninsulaire, en particulier à l'invasion de 1810-1811. Reçoit, en 1999, le 1^{er} prix d'Histoire contemporaine de la Fondation Mário Soares. Parmi ses publications se détachent *Republicanos, anarquistas e comunistas no exílio, 1927-1936*, Lisboa, Colibri, 2017, et *As linhas de Torres Vedras. Invasão e Resistência (1810-1811)*, Lisboa, Colibri, 2010.



CARTE DU COMBATTANT D'ÉMILIENCE DOS SANTOS VIANNA, DELIVRÉE PAR L'ONAC-VG. D.R.

REFUGIÉS AU CAMP D'ARGELES-SUR-MER. D.R.





LÉGION ÉTRANGÈRE 1939-1940.
11-AR-767. D.R.

combattants de Brigades internationales, et où l'administration française verse l'ensemble des étrangers en provenance d'Espagne. Suite à ce versement, les Portugais se trouvent séparés des membres espagnols de leur famille, ainsi que de leurs compagnons d'armes, malgré leur faible appartenance aux Brigades internationales. Plus tard, l'ensemble des étrangers réfugiés d'Espagne est regroupé par l'administration française au camp de Gurs, dans les Pyrénées-Atlantiques. À l'ouverture du camp, en avril 1939, on y décompte plus de trois centaines portugais. Ils s'y trouvent toujours internés lors de la déclaration de guerre, le 1^{er} septembre 1939.

L'entrée en Guerre en 1939-1940



ENGAGEMENT DES VOLONTAIRES 1939,
RUE DE LISBONNE.
11-AR-764. D.R.

dues par les apatrides et les étrangers bénéficiaires du droit d'asile. Tandis que les jeunes Français d'origine portugaise sont appelés sous les drapeaux et intégrés dans les unités de l'armée régulière. Le nombre de volontaires portugais reste inconnu ; un document de l'administration militaire, datant de février 1940, fait état de 410 Portugais engagés dans les RMVE et 51 dans la Légion étrangère. À leur tour, les listes compilées à la fin de la guerre des engagés étrangers de 1939-1940

massif de la population et des soldats de l'armée républicaine vers la France. Parmi ces réfugiés se trouvent des immigrants portugais, certains travaillaient en Espagne depuis des années (environ vingt-cinq mille Portugais résidaient en Espagne en 1930 et onze mille à la veille de la guerre civile), et des exilés politiques, notamment des anarcho-sindicalistes ayant participé à la grève générale révolutionnaire du 18 janvier 1934. À l'image des réfugiés espagnols, les Portugais sont internés dans des camps construits à la hâte sur les plages du Languedoc-Roussillon pour accueillir cette masse d'hommes et de femmes arrivés de l'Espagne républicaine. À Argelès-sur-Mer et à Saint-Cyprien, les Portugais sont contraints de rejoindre le carré international, destiné aux combattants étrangers, la plupart des

Lorsque un nouveau conflit mondial se profile à l'horizon, l'immigration portugaise réaffirme son attachement à la France. En septembre 1938, la section de Bordeaux de la FEPP annonce qu'elle se tient à disposition des autorités françaises, et à la veille de l'entrée en guerre, la structure centrale de l'organisation, au nom de la communauté, se déclare prête à défendre le « pays qui nous a toujours accordé sa grande hospitalité ».

Dès septembre 1939, les volontaires s'engagent dans des formations destinées à accueillir des étrangers : la Légion étrangère et les Régiments de marche des volontaires étrangers, ceux-ci créés dans le cadre des décrets du 12 avril et 27 mai 1939, relatifs aux prestations militaires

(lacunaires et avec des doublons) rendent compte de 904 Portugais, dont au moins 70 Portugais qui ont souscrit un engagement au bureau de recrutement de Pau, duquel le camp de Gurs est dépendant.

En mai-juin 1940, l'armée française est mise en déroute et les Allemands occupent la France. Les combats sont violents et provoquent un grand nombre de morts, de blessés et de prisonniers de guerre. Le 22^e RMVE, qui comportait un grand nombre de Portugais, est complètement anéanti à Marchélepot (Somme). Au moins trente soldats portugais sont morts au cours de l'invasion allemande, plus de trois cents sont faits prisonniers et envoyés dans les stalags du 3^e reich. Pour un certain nombre les combats cessent en juin 1940, notamment pour António de Araújo, immigré à Bordeaux. Ce soldat du 12^e REI a été grièvement blessé au cours d'une reconnaissance des positions ennemies et a eu le bras gauche amputé, il fut décoré de la Légion d'honneur. Pour d'autres, le combat se poursuit dès l'été 1940, à Londres, dans les Forces françaises libres, puis dans les différentes organisations et mouvements de la résistance.



JOSÉ NUNES MATEUS. D.R.

Les Portugais face à l'occupant allemand : les premiers engagements

La défaite de la France et son occupation par l'armée allemande conduisent aux premières formes de résistance et les Portugais, à l'instar d'autres étrangers immigrés en France, prennent part à la lutte contre l'occupant. Confrontés à une période d'incertitude et à des événements hors norme, les immigrés portugais adaptent leurs stratégies pour survivre au chaos de la guerre et à la discrimination de l'occupant nazi, et sont contraints à des choix. Ceux-ci peuvent être volontaires ou imposés par les circonstances, réfléchis ou pris dans le feu de l'action. Ainsi, l'engagement des Portugais en France revêt des formes multiples, déterminées par la personnalité de l'individu, le parcours personnel, le lieu de résidence, le milieu social, les réseaux de sociabilité, les relations professionnelles, l'interaction avec les communautés locales, le hasard des rencontres, le degré de conscience politique ou la volonté de chasser l'ennemi. Toutefois, tous les Portugais ne seront pas des résistants actifs, certains opposent une résistance passive, tiennent des propos anti-allemands, d'autres encore se laissent aller à collaboration avec l'occupant...

La participation des Portugais dans la Résistance est diverse. À la différence des Républicains espagnols, les Portugais ne constituent pas de groupes de résistance spécifiques, mais intègrent les groupes en fonction de leurs réseaux de sociabilité et professionnels. Leur participation s'étend à l'ensemble de la France, mais c'est dans les bassins d'installation de la communauté après la Première Guerre mondiale qu'elle est plus importante, en particulier chez la deuxième génération ou les jeunes arrivés en France en bas âge.

Un engagement précoce, dont les premières manifestations remontent aux premiers jours d'occupation allemande de Calais, lorsqu'après l'opération Dynamo, les familles commencent à cacher des soldats britanniques en déroute et des prisonniers français évadés, qu'il faut évacuer vers la Grande-Bretagne. À Calais, le réseau Jean-de-Vienne est fondé pour aider ces familles, notamment par Leonel Pinho, vétéran du Corps expéditionnaire portugais (CEP), industriel, fabricant de sacs en papier, installé dans la ville depuis la fin de la guerre. Sa femme, Jeanne, et son fils, Leonel, sont également impliqués dans ce réseau d'entraide, qui fournit des vivres, des faux papiers et des laissez-passer. Une chaîne d'évacuation est mise en place, dans laquelle Leonel Pinho père assure le passage de la Somme. Les Anglais sont ensuite acheminés vers la frontière pyrénéenne, puis l'Espagne et le Portugal, d'où ils rejoignent la Grande-Bretagne. Dénoncés, les Pinho et d'autres membres du réseau sont arrêtés en août 1941 et déportés vers les prisons du reich.

Ces premiers temps sont ceux des réactions spontanées, dont la portée est essentiellement symbolique, faisant sentir à l'occupant la dimension de l'hostilité de la population. Le jeune Fernando Fernandes, résidant à Tilloloy (Somme) partage l'antipathie des habitants de la petite ville à l'égard des troupes allemandes. Dans un geste audacieux, en août 1940, il installe un fil de fer sur la route, qui provoque la chute d'un officier allemand à motocyclette. Son acte de résistance est lourdement réprimé. Jugé par le tribunal militaire allemand, il est condamné à 10 ans de travaux forcés en Allemagne, où il décèdera.



HORTENSE ANTUNES. D.R.

Les premiers engagements dans les Forces françaises libres (FFL) ont lieu à Londres parmi les légionnaires rescapés de la bataille de Narvik, en Norvège, évacués vers la Grande-Bretagne, en juin 1940. À Londres, ils rallient la France libre et le général de Gaulle. Mais c'est surtout après la campagne de Syrie, que les Portugais s'engagent dans les FLL. Il s'agit de légionnaires dont les régiments étaient restés fidèles à Vichy, parmi eux des anciens combattants de l'Espagne républicaine. D'autres engagés viennent de la diaspora portugaise, c'est le cas de Manuel Fernandes, émigré en Argentine, qui traverse l'Atlantique pour s'engager au bureau de Brazzaville, ou encore des colonies portugaises, notamment les guinéens João Correia, Pedro Gomes, Driss Dominique. Parmi les soldats de la France Libre, se trouve Hortense Antunes, engagée précocement dans le Corps volontaire féminin, le 2 janvier 1941, peu après sa création à Londres, le 7 novembre 1940. En octobre 1943, elle part pour Alger, puis suit son unité en Italie, et elle fait la campagne d'Allemagne, poursuivant après 1945 une carrière militaire. De la Syrie en 1941 à l'Allemagne en 1945, en passant par Bir-Hakeim en juin 1942, et même par le Tonkin, les Portugais participent à tous les combats et batailles menés par les forces françaises.



L'année 1940 est également celle des premières déportations de Portugais vers les camps de concentration allemands. En août 1940, João Ferreira Fernandes, José Nunes Mateus et José Ribeiro de Sousa, anciens immigrés en Espagne et réfugiés de la guerre civile, se trouvent internés au camp des Alliers, à Angoulême. Ils intègrent le premier convoi de déportés parti de la France occupée vers les camps de concentration allemands, le « train des 927 ». Ils décèdent au camp satellite de Gusen, en 1941, à l'image de nombreux camarades « rouges » espagnols. Leur nationalité portugaise n'a été que établie qu'en 2017, étant jusqu'à cette date identifiés comme Espagnols.

La résistance organisée 1942-1944

À partir de 1941-1942, la résistance commence à être mieux organisée, des réseaux et mouvements émergent pour encadrer la lutte contre l'occupant. Les Portugais, à l'image d'autres étrangers, y seront actifs. Ces mouvements de résistance s'organisent au sein des mouvances politiques et syndicales, mais également en dehors, animés par un sentiment patriotique, ou simplement par la défense des valeurs républicaines. On retrouve les Portugais dans les mouvements communistes FTPF et

Front national, où ils sont très nombreux, dans les mouvements gaullistes OCM, Ceux de la Résistance, ou militaires tels l'Armée Secrète, ORA, ou encore de tendance socialiste comme Libération Sud. Le choix du mouvement de résistance se fait à l'échelle locale, en fonction des réseaux de sociabilité et professionnels, parfois ils collaborent simultanément à différents réseaux ou mouvements.

Les Portugais sont particulièrement actifs dans les réseaux Buckmaster (Jean-Marie, Alphonse, Ange) liés aux services secrets britanniques (*Special Operations Executive*), et dans ceux du BCRA, tels Alliance ou Goëlette, ainsi que dans les services de renseignements de la France libre, notamment dans les réseaux Hector, Brutus, Action D, Navarre, Résistance Fer, ou encore dans les filières d'évasion comme Alibi, SR Air, ou Base Espagne, qui font traverser la frontière espagnole à des pilotes anglais, des patriotes, des candidats à l'engagement dans les FFL... Les ramifications du groupe « Cloche des Halles » (réseau Brutus), fondé sous couvert d'un club sportif par un Juif de Constantinople, passent vraisemblablement par le Portugal. En mars 1944, Alberto Fresco, un Juif né à Lisbonne et établit en France depuis 1929, demande un passeport pour le Portugal, mettant à profit ses compétences linguistiques et sa connaissance du pays. D'autres appartenances restent inconnues malgré la dimension de l'engagement. Américo Sanches, capitaine aviateur de l'armée portugaise, opposant antifasciste en exil depuis 1931, est condamné à mort en mai 1942 par le Tribunal militaire allemand de la Seine pour « aide à l'ennemi », c'est-à-dire espionnage, sans qu'on connaisse le réseau pour lequel il travaille. La peine est commuée en dix ans de travaux forcés, il est déporté vers les prisons du reich. En Afrique du Nord, d'autres exilés politiques travaillent pour les services secrets américains, notamment le lieutenant Oliveira Pio et José Maria Ferreira, réfugiés au Maroc français à la fin 1939. En 1942, ils parcourent en voiture la côte marocaine, entre Agadir et Nador, pour photographier et faire des croquis des points stratégiques ; ce matériel servira à la préparation de l'opération Torch, le débarquement allié en Afrique du Nord de novembre 1942.

Par ailleurs, les Portugais intègrent également les réseaux espagnols, qui se constituent de façon autonome des groupes français. Engagement qui met en lumière un passé commun en Espagne, pays où il existait une l'immigration portugaise intégrée et enracinée, et des parcours partagés pendant la guerre d'Espagne et l'exode en France. Alberto Alexandrino dos Santos incarne la figure du « résistant ibérique » : officier de l'armée portugaise, opposant dès 1927, cadre actif de la résistance armée clandestine, exilé en Espagne, il s'engage dans la défense de la République dès les premiers jours de la guerre civile et devient lieutenant-colonel de l'armée populaire. Il se réfugie en France, où il intègre la garde du président Azaña. Après l'occupation allemande, il reste actif dans les milieux communistes espagnols, et finit par intégrer l'état-major du lieutenant-colonel Nil, commandant de l'Armée secrète dans le Tarn-et-Garonne, et assure la liaison avec les groupes espagnols des Hautes-Pyrénées et de l'Ariège. En août 1944, il commande la prise de la caserne Pomponne à Montauban.

Toutefois, la majorité des résistants portugais fait partie de cette masse d'anonymes ayant exécuté des fonctions diverses : agents de liaison, ravitaillement des maquis, opérations de récupération d'armes, de parachutages, boîte aux lettres... actions insignifiantes lorsqu'on porte un regard par le haut, mais combien indispensables à la Résistance. Lorsque le débarquement allié a lieu en Nor-



JOSÉ MARIA FERREIRA. D.R.



MAQUISARDS ARRÊTÉS.
11-AR-780. D.R.

mandie, le 6 juin 1944, les Portugais montent nombreux au maquis pour participer à la libération de leur village ou de leur ville, notamment à Paris, où des soldats lusitaniens se trouvent au sein de la *Nueve*, la compagnie de la 2^e Division blindée, première à entrer dans la capitale. Certains trouveront la mort quelques jours, voire quelques heures, après avoir pris les armes. D'autres prolongent l'engagement et s'enrôlèrent dans l'armée française jusqu'à la victoire finale des Alliés, le 8 mai 1945.

Entre juin 1940 et la Libération, en 1944, on estime que plus de 500 Portugais et d'origine portugaise ont participé à la Résistance, dont la moitié au printemps-été 1944 lors des combats de libération. Plus d'une cinquantaine de soldats des FFL, puis de l'armée française, meurent entre juin 1940 et la fin de la guerre, en mai 1945, d'autres Portugais sont décédés lors des combats de libération, ou arrêtés par les polices allemande et française, torturés, massacrés, fusillés... en raison de leur engagement dans la Résistance. Les étrangers ont une participation active dans la défense de la France et des valeurs démocratiques mais une reconnaissance décevante de la part de l'État français, malgré la dimension de leur sacrifice, d'autant plus que comme le déclare Leonel Pinho père après son retour de déportation, meurtri face au refus d'une pension militaire : « J'ai gagné ces blessures au service de la France ». Toutefois, dans le cas des Portugais, la participation à la Résistance favorise leur intégration dans la société française, d'autant plus qu'il n'y a pas un mouvement de retour au Portugal après la guerre.

Cristina Climaco

HALP-TRACK TERUEL DE LA *NUEVE* (9^e COMPAGNIE DE LA 2^e DIVISION BLINDÉE DU GÉNÉRAL LECLERC). SOURCE LA *NUEVE* OU LES OUBLIÉS DE LA VICTOIRE, ALBERTO MARQUADT



Les Portugais dans la Résistance : un champ à défricher

Depuis les années 1980, la participation d'étrangers à la Résistance a été l'objet d'un nombre croissant d'études¹, dépassant ainsi les « mythes résistancialistes » diffusés après-guerre par les gaullistes et les communistes qui privilégiaient les actions menées par des Français et tendaient à occulter celles entreprises par les étrangers ou les individus provenant de l'empire colonial². Cette attention s'est notamment cristallisée autour de l'Affiche rouge qui visait pourtant à délégitimer la Résistance³ ou autour du rôle des guérilleros espagnols de la *Nueve*, les premiers soldats à entrer dans Paris le 24 août 1944⁴. Bien qu'un ouvrage soit paru au Portugal en 2019 sur ce sujet⁵, la participation de Portugais au sein de la Résistance reste encore un champ à défricher. De nombreuses sources – notamment les fonds du ministère de l'Intérieur français et les différentes archives départementales – restent à exploiter et il est nécessaire d'insérer les trajectoires des Résistants portugais ou d'origine portugaise dans les contextes sociaux et politiques dans lesquels ils ont évolué. En outre, un préalable fondamental doit être posé. La participation de Portugais à la Résistance ne va pas de soi. En effet, les quelque 20 000 Portugais qui résident en France en 1940-1944 ont été fortement marqués par la xénophobie qui s'est développée au cours des années 1930, xénophobie qui a incité un grand nombre d'entre eux à ne pas se mêler aux activités politiques en France, suivant ainsi les injonctions constantes des autorités⁶. De plus, pendant la Seconde Guerre mondiale, le Portugal est un pays neutre et les ressortissants portugais en France sont relativement protégés : ils ne sont pas soumis à la Relève ou au Service du Travail Obligatoire (bien que certains

Victor Pereira est docteur en histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est maître de conférences en disponibilité à l'université de Pau et des Pays de l'Adour et actuellement chercheur à l'Instituto de História Contemporânea de l'Universidade Nova de Lisboa. Ses travaux portent notamment sur les migrations portugaises, sur les gestions étatiques des mobilités et sur la dictature salazariste.

Il est l'auteur de plusieurs dizaines d'articles publiés dans des revues scientifiques (*Journal of Modern European History, Annales de Démographie Historique, Lusotopie, Analyse social*, etc.), des revues spécialisées (*Hommes & Migrations, Plein droit, Migration*, etc.) et des ouvrages collectifs (*Faire musée d'une histoire commune. Rapport de préfiguration de la nouvelle exposition permanente du Musée national de l'histoire de l'immigration, dirigé par Romain Bertrand et Patrick Boucheron*, en 2019 ; *A Century of Transnationalism: Immigrants and their Homeland Connections*, dirigé par Nancy Green et Roger Waldinger, en 2016, etc.).

Il a notamment dirigé, avec Nuno Domingos, l'ouvrage *O Estado Novo em questão* (Éditions 70) et publié aux Presses de Sciences Po un livre issu de sa thèse de doctorat : *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'état portugais et ses migrants en France (1957-1974)* (traduction en portugais en 2014). En 2023, les éditions du Détour ont publié son ouvrage : *C'est le peuple qui commande. La révolution des Oeillets (1974-1976)*. Il a participé à plusieurs programmes de recherche et a été membre du comité scientifique de la refonte de la galerie permanente du musée national de l'histoire de l'immigration, Paris (2017-2018).



HALF-TRACK GUADALAJARA DE LA NUEVE (9^e C^e DE LA 2^e DIVISION BLINDÉE DU GÉNÉRAL LECLERC) DEVANT LA MAIRIE DE PARIS. SOURCE LA NUEVE OU LES OUBLIÉS DE LA VICTOIRE, ALBERTO MARQUADT

1. – Annette Wieviorka, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Paris, Denoël, 1986 ; Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989 ; Denis Peschanski, *Des étrangers dans la Résistance*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier, 2002.
2. – Henry Roussio, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1987.
3. – Dimitri Manessis, Jean Vigreux, Rino Della Negra, *Footballeur et partisan*, Montreuil, Libertalia, 2022.
4. – Diego Gaspar Celaya, *La guerra continúa. Voluntarios españoles al servicio de la Francia libre (1940-1945)*, Madrid, Marcial Pons Historia, 2015.
5. – José Manuel Barata-Feyo, *A sãmbra dos heróis. A história desconhecida dos resistentes portugueses que lutaram contra o nazismo*, Lisboa, Clube do autor, 2019.
6. – Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Discours publics, humiliations privées, Paris, Fayard, 2007.



CARTE DE TRAVAIL OBLIGATOIRE. COLL. AJPN

soient enrôlés illégalement). Beaucoup peuvent donc tenter de survivre sans s'impliquer, arguant du fait qu'ils sont ressortissants d'un pays neutre et qu'ils n'ont pas à s'immiscer dans les affaires internes françaises comme on n'a cessé de leur répéter les années précédentes.

Les Portugais qui se trouvent en France en 1940-1944 sont pour la plupart les « rescapés » de trois vagues d'émigration. La première n'est pas à proprement parler une émigration. Il s'agit de la venue de 55 000 soldats dans le cadre de la participation portugaise à la Première Guerre mondiale aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne. En 1917 et en 1918, des soldats portugais combattent dans les Flandres et, à la fin du conflit, certains soldats restent dans la région (Pas-de-Calais, Somme, Nord). La deuxième vague s'intègre également dans le cadre de la Grande Guerre. La France réclame des travailleurs au Portugal et une convention est signée entre les deux pays le 28 octobre 1916. Environ 15 000 travailleurs portugais émigrent en France en 1916 et 1918, disposant de contrats de six mois qu'ils peuvent renouveler. Enfin, entre 1919 et 1931, 75 000 Portugais entrent en France pour y travailler. Comme le Portugal a refusé de signer un accord d'émigration avec le Portugal à la fin des hostilités, ces entrées ne sont pas canalisées par les deux pays mais la France tolère largement la venue de ces travailleurs utiles à la reconstruction du pays. Lors du recensement de 1931, près de 50 000 Portugais habitent en France, des hommes en grande majorité. Si quelques concentrations existent (région parisienne, Pas-de-Calais, agglomération rouennaise), c'est une population dispersée à travers le territoire, notamment dans des zones rurales. Toutefois, la crise économique venue, les étrangers deviennent indésirables. Bien que relativement peu nombreux par rapport aux Italiens, aux Polonais ou aux Espagnols, les Portugais comptent parmi les principales victimes des politiques d'immigration restrictives. Des milliers de Portugais perdent leur emploi et, se retrouvant sans ressources, rentrent dans leur pays. Pour des délits mêmes mineurs, des milliers d'entre eux sont expulsés après leur emprisonnement. Et les autorités refusent de renouveler leur carte d'identité, les contraignant à quitter le pays (ou alors à rester en situation irrégulière en France). Les Portugais développant une activité politique et/ou syndicale sont la cible de la surveillance policière et sont parfois expulsés, considérés comme des menaces à l'ordre public. Dès septembre 1939, des dizaines de Portugais – notamment ceux ayant participé à la Fédération des Émigrés Portugais en France, créée en 1937 à l'initiative de militants communistes – sont internés. Parallèlement à ces mesures de refoulement, les autorités françaises surveillent la frontière et tentent d'empêcher l'arrivée de Portugais munis de faux-papiers ou pénétrant en France en empruntant les cols du Pays basque et de la Navarre. Cet ensemble de mesures réduit de près de moitié le nombre de Portugais qui vivent en France en seulement quelques années. Ainsi, la grande majorité des Portugais qui sont en France en 1940-1944 ont échappé au chômage, à l'expulsion, au refoulement. Ils ont pour la plupart incorporé la nécessité de se tenir loin de l'activité politique et/ou syndicale. Et ils vivent en France depuis plus de dix ans, parfois vingt ans dans le cas de ceux venus au cours de la Première Guerre mondiale. Cette insertion spécifique au sein de la société française possède plusieurs implications dans leur participation ou non à la Résistance. Une partie de ceux qui vivent dans les zones rurales depuis plus de dix ans sont (re)connus : les Résistants peuvent leur faire confiance, élément essentiel dans une activité aussi risquée et dangereuse que la Résistance. Faire rentrer une personne dans un mouvement ou un réseau comporte l'énorme risque de placer un traître qui dénoncera les différents membres. Il est donc nécessaire de connaître à minima les idées et la loyauté des nouveaux membres. L'inclusion d'étrangers implique donc souvent une insertion locale relativement solide, une interconnaissance ancienne forgée dans les sociabilités quotidiennes dans le monde du travail et/ou dans le milieu associatif (comme c'est le cas pour les Portugais insérés dans les associations d'anciens combattants). Ainsi, ceux qui participent aux actions de la Résistance ont pour plupart su écarter les doutes relatifs à l'inclusion de tout nouveau membre et a fortiori les doutes concernant les personnes étrangères à plusieurs titres : étrangères à la communauté d'interconnaissance

locale, étrangères à la communauté nationale. Cette courte contribution tente de dégager différents types d'entrée en Résistance et différents profils de Résistants portugais ou d'origine portugaise. Mais avant cela, il est nécessaire d'estimer quantitativement ce phénomène.

Une pesée globale encore incertaine

Le Service Historique de la Défense offre un premier indicateur permettant d'évaluer le nombre de Portugais ayant participé à la Résistance : le fichier des dossiers administratifs de résistantes et de résistants qui recense les individus ayant déposé une demande d'homologation à l'issue de la guerre. Dans ce fichier, 348 personnes sont nées au Portugal. Il faut toutefois utiliser ce chiffre avec précaution. En effet, le fichier n'indique pas toujours le pays d'origine du requérant et des individus nés au Portugal peuvent être d'autre nationalité (française par exemple). Ainsi, parmi ces 348 personnes, au moins une trentaine possèdent un nom et un prénom français. De plus, tous ceux qui ont fait une demande n'ont pas obtenu leur homologation faute d'éléments de preuves ou faute d'activités réelles. Enfin, tous ceux qui ont participé à la Résistance n'ont pas, pour des raisons diverses, rempli de dossier à l'issue de la guerre. Certains ont pu ignorer cette procédure et son intérêt. D'autres ont pu considérer qu'ils ne l'obtiendraient pas, du fait de leur nationalité étrangère et/ou de leur sexe. C'est le cas pour de nombreuses femmes dont la participation à la Résistance a été minorée après-guerre, participation réduite à des actions liées à leurs activités « normales » (tenir une maison, distribuer des messages en profitant de la plus faible vigilance des forces de Vichy ou de l'occupant). Cette minoration des actions développées par des femmes a concerné Maria Barbosa. Née en 1922 à Ponte de Lima (nord du Portugal), elle est venue avec sa famille dans la région lyonnaise à l'âge de 7 ans⁸. Elle est arrêtée le 10 janvier 1944, à Saint-Fons, dans un appartement qui sert de cache à un réseau de résistants communistes. Elle vit alors avec un membre de ce réseau, consciente des risques qu'elle encourt en prenant part à ce que Pierre-Emmanuel Dufayel nomme la « Résistance au foyer »⁹. Torturée et emprisonnée, elle est déportée en Allemagne. Elle est internée à Ravensbrück, Bergen-Belsen et Neuengamme. Elle survit et est rapatriée en France. Provenant d'un milieu modeste, non soutenue par sa famille qui désapprouve son engagement, sans nouvelles de son frère également déporté pour sa participation à la Résistance, non appuyée par son réseau qui la réduit probablement à la compagne d'un militant, ne pouvant obtenir de l'aide de camarades de déportation ou d'autres résistants d'origine portugaise, Maria Barbosa ne demande pas son homologation comme résistante. Comme de nombreux déportés, se sentant incomprise, elle se replie sur elle-même. Le reste de son existence, elle n'évoque rarement que sa déportation, ne cherche pas à témoigner, affirmant que c'est une expérience indicible qu'aucun reportage, ouvrage ou film ne peut restituer. Comme elle, d'autres Portugais et Portugaises – et parmi eux beaucoup d'illettrés ou d'individus maîtrisant très mal l'écrit et a fortiori le français – ont pu se trouver démunis face à l'administration et n'ont pas tenté de faire valoir leurs droits. Le fichier du Service Historique de la Défense comporte une autre limite. En effet, il conduit à se focaliser sur le lieu de naissance et occulte un type de Portugais : les enfants de parents portugais nés en France. Certes, la libérale loi sur la nationalité de 1927 permet aux enfants nés en France de parents étrangers de devenir français à leur majorité, soit à 21 ans. Mais de très jeunes hommes, des adolescents parfois, ont pris part à la Résistance. C'est le cas jeunes Portugais nés en France (sauf s'ils ont demandé à devenir Français à partir de leurs 16 ans ou si leurs parents ont obtenu la naturalisation). Ayant grandi en France, parfois très bien insérés dans leur ville ou leur village, souvent déjà engagés dans la vie active, ils ont accompagné leurs camarades dans le refus de Vichy et/ou de l'occupant alle-



MARIA BARBOSA. SOURCE V. PEREIRA, D.R.

8. – Ces éléments sont tirés de l'entretien que nous avons mené avec son époux, François Vallon le 10 mars 2014. Voir également Patricia Carvalho, *Portugueses nos campos de concentração nazis. A histórias dos portugueses deportados para os campos da morte de Adolf Hitler*, Lisboa, Vogais, 2015.

9. – Pierre-Emmanuel Dufayel, *Un convoi de femmes, 1944-1945*, Paris, Vendémiaire, 2014, p. 23.



*Les mobiles qui nous poussaient furent
l'amour-propre et la fierté nationales.
Puisant ces sentiments enlever
demain, dans les combats pacifiques
de la reconstruction Française.*

Leclerc

« LES MOBILES QUI NOUS POUSSAIENT FURENT
L'AMOUR-PROPRE ET LA FIERTÉ NATIONALES.
PUISANT CES SENTIMENTS SUBSISTER
DEMAIN, DANS LES COMBATS PACIFIQUES
DE LA RECONSTRUCTION DE LA FRANCE.

COLL. AJPN

LECLERC

dant la guerre civile espagnole et s'exile au Maroc en 1939, à Emídio Guerreiro, également opposant à la dictature, ayant participé à la Résistance dans la région de Montauban, la participation « dans la lutte de libération du peuple français » est un « geste qui, au fond, bénéficie beaucoup et donne du prestige à notre cause »¹¹. Parmi la poignée d'opposants au long cours contre la dictature qui ont participé à la Résistance, on trouve Alberto Alexandrino dos Santos¹². Né en 1891, à Porto, il entame une carrière militaire. Comme d'autres jeunes militaires républicains, il défend avec enthousiasme l'entrée du Portugal dans la Première Guerre mondiale où il part combattre, étant

mand. Par exemple, cinq jeunes hommes, tous nés en France, d'origine probablement portugaise ont été exécutés par l'armée allemande au maquis des Manises, le 13 juin 1944 : Louis da Silva, né en 1926, Bernardino Carvalho (1923), Camille Carvalho (1925), Joseph Pereira (1927), Alfonso Pereira (1925). Agés de moins de 21 ans, ils devaient être pour la plupart portugais au moment de leur exécution. Le chiffre de 348 est donc a minima et l'exploitation de différentes archives permettra de mieux évaluer la participation de Portugais ou de personnes d'origine portugaises.

Une minorité politisée

Comme les résistants français et d'autres nationalités, les trajectoires et les motivations de ces résistants portugais ou d'origine portugaise sont diverses. La résistance s'inscrit, pour certains, dans le prolongement d'engagements politiques précédents. C'est le cas notamment pour les exilés portugais qui ont combattu la dictature portugaise depuis la fin des années 1920 et qui, pour un certain nombre d'entre eux, ont pris part à la guerre d'Espagne¹⁰. Pour eux, participer à la Résistance s'inscrit dans la continuité de leur combat contre la dictature portugaise. Lutter contre le nazisme représente, pour eux, une étape nécessaire dans leur engagement contre Salazar. Comme l'écrit Francisco Oliveira Pio, officier qui s'oppose à la dictature dès 1926, combat du côté républicain pen-

10. – Cristina Climaco, *Republicanos, anarquistas e comunistas no exílio (1927-1936)*, Lisboa, Colibri, 2017.

11. – Comissão de homenagem ao Prof. Emídio Guerreiro, *Emídio Guerreiro. 100 Anos de história*, Lisboa, Biblioteca Museu republicana e resistência, 1999, p. 65. Voir sur Emídio Guerreiro, Luis Farinha, Emídio Guerreiro, *Sob o despotismo da liberdade*, Lisboa, Assembleia da República, 2021.

12. – Sur son parcours, voir Robert Duró Fort, « Alberto Alexandrino dos Santos, un révolutionnaire ibérique pendant la guerre civile espagnole, 1936-1939 », *Exils et migrations ibériques aux XX^e et XXI^e siècles*, n°11-12, 2020, p. 107-138.

blesse à plusieurs reprises. À partir de 1926 et l'instauration de la dictature militaire, il fait partie du noyau dur du Revirvalho formé par ceux qui « de la manière la plus intransigeante se sont opposés au salazarisme »¹³. En 1936, il s'engage activement dans la guerre civile espagnole. Il devient le Portugais le plus haut placé au sein de la hiérarchie militaire espagnole, formant les carabineros espagnols dans la base de Castellón de la Plana. Il prend part à la retirada mais grâce à ses contacts parmi l'élite républicaine espagnole, il échappe à l'internement. Après plusieurs voyages en Belgique et en France, il s'installe à Montauban où, avec un camarade de guerre espagnol, il ouvre une exploitation agricole. Sous Vichy, il est étroitement surveillé par les autorités à cause de ses contacts avec de nombreux réfugiés espagnols. Il est interné au camp de Septfonds le 18 avril 1942 et y reste jusqu'au 27 mai 1942. Il est ensuite envoyé au camp du Vernet, le 8 juillet 1942. Libéré le 7 août 1942, avec de probables complicités au sein de l'administration du camp, il rejoint immédiatement, selon son dossier d'homologation, l'« Etat-major départemental puis régional A.S. [armée secrète] du Lieutenant-Colonel Nil [Noël Duplan] », qui opère dans le Tarn-et-Garonne. Dans son dossier, Dos Santos affirme avoir été « chef technique de la Guérilla (sic) », offrant probablement sa longue expérience acquise dans l'opposition clandestine au Portugal et pendant la guerre d'Espagne. Dans son dossier il affirme avoir dirigé « la prise de la caserne de Pomponne à Montauban le 18 août 1944 »¹⁴, caserne s'étant rendue sans combats. À la Libération, dos Santos s'installe à Toulouse et bien qu'il ne prenne plus part avec la même ardeur aux conspirations contre le régime, il continue d'être surveillé par la PIDE jusqu'aux années 1960. Pour autant, les cas d'Alexandrino Alberto dos Santos et de Emidio Guerreiro ne doivent pas faire illusion. Les principaux dirigeants de l'opposition à l'*Estado Novo* exilés en France dans les années 1930 fuient l'armée allemande en mai-juin 1940 et décident de rentrer au Portugal. C'est le cas de l'ancien président de la République Bernardino Machado ou de Jaime Cortesão. Il reste ainsi peu d'exilés portugais en France sous l'occupation.



HALF-TRACK TERUEL DE LA NUEVE 19^e COMPAGNIE DE LA 2^e DIVISION BUNDEE DU GÉNÉRAL LECLERC. SOURCE LA NUEVE OU LES DOUBLÉS DE LA VICTOIRE, ALBERTO MARQUADT

L'engagement dans la Résistance s'inscrit parfois dans la continuité des mobilisations politiques des années 1930, notamment dans le cadre du Front Populaire. Certains travailleurs portugais résident dans la région parisienne, dans la zone notamment, et s'engagent au sein du Parti Communiste Français et/ou Portugais. C'est ainsi que des militants communistes créent la Fédération des Émigrés Portugais en France en 1937. Cette organisation est dissoute par arrêté du ministre de l'Intérieur du 26 septembre 1939, car « apparaît comme affiliée au Parti Communiste ou se conformant dans l'exercice de son activité aux mots d'ordre de la Troisième Internationale Communiste »¹⁵. À la suite de l'accord germano-soviétique du 23 août 1939, le PCF et les organisations qui lui sont proches sont interdites. Plusieurs membres de la FEPF sont soit expulsés soit internés

13. – Luís Farinha, *O Revirvalho. Revoltas republicanas contra a Ditadura e o Estado Novo, 1926-1940*, Lisboa, Estampa, 1999, p. 278

14. – Dossier d'homologation d'Alexandrino Alberto dos Santos. Service Historique de la Défense, 16P 190261 ...

15. – *Journal officiel*, 24 octobre 1939, p. 12614.



1^{re} GUERRE MONDIALE, LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE PORTUGAIS EN ROUTE VERS LE FRONT DES FLANDRES. ARNALDO GARCEZ / LIGA DOS COMBATENTES

dans des camps dès le début de la guerre. Ils ne peuvent donc pas participer à la Résistance et certains finissent même par mourir en déportation¹⁶. Cependant, au cours de la guerre, d'anciens membres de la FEFP, dans le sillage, souvent, de l'action du PCF, participent à la Résistance. Par exemple, Manuel Freire, né à Agueda en 1900, entré légalement en France en 1922, soudeur, membre du PCP et un temps trésorier de la FEFP, est arrêté le 27 juin 1942 par la police française pour « activité communiste », avec sa compagne originaire d'Espagne. Leur arrestation découle de la surveillance d'une militante communiste espagnole qui avait déposé un colis à leur logement situé à Issy-les-Moulineaux. Lors de la perquisition à leur domicile, la police appréhende plusieurs ouvrages et tracts liés au Parti Communiste français et espagnol ainsi qu'« un drapeau rouge de la FEFP, section d'Issy-Les-Moulineaux »¹⁷. Tout porte à croire que Manuel Freire était l'un des principaux animateurs de cette section, l'une des plus dynamiques de la FEFP qui, en mars 1937, avait organisé un meeting réunissant de 600 à 700 personnes¹⁸. Freire est détenu à la prison de la Santé. Lors de son transfert vers un camp d'internement, il est libéré par des maquisards FTP. Cependant, il est de nouveau arrêté par l'armée allemande dans un maquis : après avoir été torturé, il est fusillé, à Saint-Sauvant, dans la Vienne, le 27 juin 1944¹⁹. D'autres membres de la FEFP participent, à différents niveaux, à la Résistance : Emídio Guerreiro participe à la Résistance dans la région de

16. – Fernando Rosas, Ansgar Schaefer, António Carvalho, Cláudia Ninhos, Cristina Climaco, *Os Portugueses no sistema concentracionário do III Reich*, Lisboa, Imprensa Nacional/Casa da Moeda, 2022.

17. – Note de la Direction des étrangers et des affaires juives des Renseignements généraux, Archives de la Préfecture de Police de Paris, 77 W 1820.

18. – « O meeting d'Issy », *Boletim interno da Federação dos Emigrantes Portugueses em França*, n°2, avril 1937, p. 2-3.

19. – Dossier de Manuel Freire au SHD, 16 P 234467. Voir également sa notice dans le Maitron des fusillés, guillotnés, exécutés, massacrés (1910-1944) rédigée par Daniel Grason : fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article168642

Montauban ; João Martins Aires est agent de liaison FTP, José Alfredo Marcos, connu par les Renseignements Généraux comme « sympathisant communiste » depuis 1934, est engagé volontaire dans l'armée française en septembre 1939 et prend part aux combats de la libération de Saint-Denis en 1944²⁰.

Un ancrage local

La participation aux actions des différents réseaux de la Résistance s'inscrit, le plus souvent, dans l'insertion des individus dans les sociabilités locales, au niveau des territoires de résidence et/ou des entreprises. L'engagement se fait le plus souvent par le biais de relations anciennes, dans les noyaux d'interconnaissance. L'action clandestine, réprimée violemment par les autorités allemandes et Vichy, requiert de pouvoir avoir confiance en ces camarades. Ainsi, on retrouve des résistants nés au Portugal – mais aussi des enfants de parents portugais nés en France – dans les zones anciennes d'installation de Portugais, notamment dans le Pas-de-Calais où se sont établis d'anciens soldats portugais de la Grande Guerre. À Richebourg, localité où se trouve le cimetière du Corps Expéditionnaire Portugais, l'instituteur Lejome fait entrer João Cardoso, né en 1895, et son fils Edgar, né en 1922 à Richebourg, au sein du mouvement Voix du Nord, en octobre 1943. Leurs actions ont principalement consisté en des sabotages : ils placent des crampons sur les routes afin de crever les pneus des véhicules allemands, ils repèrent les lignes téléphoniques afin de les couper. Le 14 juillet 1944, alors que la région est toujours occupée par l'armée allemande, Edgar Cardoso pose un « drapeau tricolore au monument aux morts de Richebourg »²¹, suggérant la continuité entre les deux conflits mondiaux et notamment la présence des soldats portugais dans cette région en 1917-1918. Cette entrée familiale en Résistance se retrouve également avec Leonel de Pinho, père et fils, résidant à Calais. Pinho père est né en 1895 à Espinho et vient combattre en France pendant la Première Guerre mondiale. Son fils naît à Calais en 1919. Dès l'entrée des Allemands à Calais, ils logent des soldats anglais et rejoignent dès le début de l'été 1940 le réseau Jean de Vienne (réseau Alibi). Leur principale activité est de cacher des soldats alliés et des prisonniers français, leur fournir des faux papiers afin qu'ils puissent rejoindre l'Angleterre via la Péninsule Ibérique. Ils sont arrêtés le 13 août 1941. Le père est condamné à trois ans de travaux forcés par le conseil de guerre d'Arras et le fils à 7 ans. Ils sont emprisonnés en Allemagne. Le père passe par deux camps et treize prisons et est frappé à plusieurs reprises par des gardes qui provoquent notamment une déchirure musculaire et la perte de toutes ses dents. Tous les deux reviennent en France en mai 1945²².

L'installation de Portugais dans des petites communes rurales du centre de la France dans les années 1920 et 1930 a également favorisé leur insertion dans des réseaux de Résistance s'appuyant sur des sociabilités et des relations d'interconnaissance. Le village de Lacapelle-Biron, village du Lot-et-Garonne frontalier de la Dordogne, accueille ainsi plusieurs familles portugaises à partir des années 1920, certains hommes s'employant dans une mine de fer. La région de Lacapelle-Biron connaît une « intense activité résistante, qui au grand dam des autorités de Vichy, y règne au grand jour depuis des mois »²³. Pour preuve, le 1^{er} mai 1944, une soixantaine de maquisards défilent dans le village de Lacapelle-Biron. Afin de prendre le contrôle de cette zone stratégique, les forces allemandes réalisent plusieurs rafles le 21 mai 1944 dans plusieurs villages. Pour le seul village de

20. – Note des Renseignements Généraux, novembre 1949, Archives départementales de Seine-Saint-Denis, 60 W 9.

21. – Lettre manuscrite de João Cardoso, SHD, 16 P 106349.

22. – Voir leur dossier au SHD, 16 P 175973.

23. – Jean-Pierre Koscielniak, « L'occupant et sa répression », in Pascal de Toffoli, Jean-Pierre Koscielniak, Philippe Souleau, *Été 1944. La libération du Lot-et-Garonne et de la Gironde rattachée*, Toulouse, Privat, 2015, p. 27-37, p. 37.



HALF-TRACK BRUNETE DE LA NEUVE (9^e COMPAGNIE DE LA 2^e DIVISION BLINDÉE DU GÉNÉRAL LECLERC). SOURCE : LA NEUVE OU LES DOUBLES DE LA VICTOIRE, ALBERTO MARQUADT

compatriotes. La majorité des Portugais en France, dont la présence en France était sans cesse remise en question, a tenté de ne pas se faire remarquer des autorités vichystes et/ou allemandes, de survivre au quotidien, confrontée aux difficultés inhérentes à la guerre et à l'Occupation (ravitaillement, bombardements, etc.). En outre, certains Portugais ont pu collaborer, plus ou moins activement, avec l'occupant ou les autorités de Vichy. Après la Libération, plusieurs Portugais sont accusés de faits de collaboration. Par exemple, le 14 mars 1945, Luis Rodrigues, ancien soldat de la Première Guerre mondiale, ayant combattu en Angola puis dans les Flandres, installé en Haute-Marne depuis 1922 où il est bucheron, est condamné à dix ans de réclusion pour atteinte à la sécurité extérieure de l'État pour avoir entretenu des « relations avec les sujets ou les agents d'une puissance ennemie » et « exposé des Français à subir des représailles »²⁴. Il est accusé d'avoir dénoncé aux autorités allemandes le maire et l'institutrice de son village, les présentant comme communistes et anti-allemands, ainsi qu'un Espagnol, révélant aux forces d'occupation qu'il était un ancien combattant de la guerre civile espagnole. Le fait que deux de ses enfants soient partis volontairement travailler en Allemagne n'a pas incité les jurés à la clémence. Il reste donc de nombreuses ombres à dissiper sur les Portugais ou les Français d'origine portugaises ayant combattu dans l'armée des ombres.

Victor Pereira
(Instituto de História Contemporânea/Universidade Nova de Lisboa)

24. – Déclarations du maire de Lacapelle-Biron, Paul Lagarrique, Procès-verbal de renseignements administratifs sur les arrestations, le pillage et les atrocités commises dans la région de Lacapelle-Biron par des troupes allemandes, brigade de gendarmerie de Monflanquin, 9 octobre 1944, Archives départementales du Lot-et-Garonne, 1 W 417.

25. – Voir son dossier au SHD, 16 P 466027.

26. – Note du bureau des fichiers et de l'état-civil déportés du ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre adressée au directeur interdépartemental des Anciens combattants et victimes de Guerre à Bordeaux, le 28 novembre 1953, Archives départementales du Lot-et-Garonne, 1 W 567.

27. – Cf Patricia Carvalho, Portugueses nos campos..., *op. cit.*, p. 108-124.

28. – Jean-Pierre Koscielniak, *Lacapelle-Biron 21 mai 1944. Histoire et mémoire d'une rafle de la division Das Reich*, Agen, Mémoire de la Résistance en Lot-et-Garonne, 2014.

29. – Affaire Rodriguez, procès-verbal du 24 novembre 1944, Archives du Ministère des Affaires étrangères portugais, maço 193.

Lieux de résistance, de détention ou d'exécution en Nouvelle-Aquitaine

Camps français :

Vernet d'Ariège (09).

Aix-en-Provence (13), camp des Milles.

Angoulême (16), Alliés.

Voves (28).

Noé (31).

Portet-sur-Garonne (31), Clairfont.

Le Récébédou (31).

Bordeaux (33), le fort du Hâ fut une plaque tournante de la répression allemande en Aquitaine. Réquisitionné lors de leur arrivée à Bordeaux, les Allemands occupent une partie du château et y procèdent à des interrogatoires sous la torture. Dans le « quartier allemand » sont détenus de nombreux résistants avant leur transfert à Compiègne et leur déportation dans les camps de concentration nazis.

Bordeaux (33), caserne Niel.

Bordeaux (33), grande synagogue, en plein centre, elle fut utilisée à plusieurs reprises en prison et en lieu de rassemblement.

Bordeaux (33), base sous-marine.

Bordeaux (33), faculté de Lettres – situé entre la synagogue et le fort du Hâ, le grand bâtiment (aujourd'hui musée d'Aquitaine) fut utilisé en prison.

Mérignac (33), Beaudésert – lieu de rassemblement et de concentration.

Saint-Médard-en-Jalles (33), camp de Souge.

Agde (34).

Pithiviers (45).



PRISON DU FORT DU HÂ.
PH. ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE



BORDEAUX, FACULTÉ DE LETTRES, AUJOURD'HUI MUSÉE D'AQUITAINE. PH. B. LHOUEAU



CARTE DES LIEUX, IDENTIFIÉS, D'INTERNEMENT FRANÇAIS DE PORTUGAIS. APRÈS CERTAINS NOMS EST INDIQUÉ LE NOMBRE DE PORTUGAIS AYANT SÉJOURNÉS. BIEN QU'EN ALSACE ANNEXÉE, LE KONZENTRATIONSLAGER NATZWILLER (NATZWILLER EN FRANÇAIS), AU LIEU-DIT LE STRUTHOF, EST PRÉSENT.



MÉMORIAL DE LA BASE SOUS-MARINE DE BORDEAUX.
PH. B. LHOUMEAU



PRISON D'EYSSÈS. PH. ASSOCIATION NATIONALE
POUR LA MÉMOIRE D'EYSSÈS



CAMP D'ARGÈLES. PH. APA, NO PASARAN, ALBUM SOUVENIR, HENRI-FRANÇOIS IMBERT

Fleury-les-Aubrais (45), camp de la Verrerie, aux Aydes.

Villeneuve-sur-Lot (47), prison d'Eysses – haut lieu de détention de résistants, diverses révoltes ont eu pour but de favoriser l'évasion de détenus.

Montréuil-Bellay (49).

Alligny-Cosne (58).

Compiègne (60).

Bayonne (64), polo de Beyris.

Gurs (64), les détenus se sont succédés dans ce camp de concentration : Républicains espagnols, anti-nazis, Juifs, résistants ...

Argelès-sur-Mer (66).

Saint-Cyprien (66).

Amélie-les-Bains (66).

Arles-sur-Tech (66).

Le Barcarès (66).

Prats-de-Mollo (66).

Rivesaltes (66).

La Guiche (71), sanatorium.

Paris 16^e (75), stade Roland-Garros.

Septfonds (82), camp de Judes.

Fréjus (83).

Rouillé (86).

Saint-Paul-d'Eyjeaux (87).

Nexon (87).

Drancy (93).

Aincourt (95).



LE CAMP DE GURS S'ÉTENDAIT SUR 78 HA ET COMPORTAIT 382 BARAQUES EN BOIS EN 13 ÎLOTS POUVANT ACCUEILLIR CHACUN ENVIRON 1300 INDIVIDUS.
D'AVRIL 1939 À DÉCEMBRE 1945, 65 929 HOMMES, FEMMES ET ENFANTS DE PLUS DE 52 NATIONALITÉS SONT PASSÉS PAR GURS, DONT DES PORTUGAIS. PH. APA, NO PASARAN, ALBUM SOUVENIR, HENRI-FRANÇOIS IMBERT

Prisons françaises :

Toulouse, Saint-Michel (31)
Bordeaux, fort du Hà (33)
Villeneuve-sur-Lot, Eysses (47)
Paris 20^e, caserne des Tourelles (75)
Paris 14^e, La Santé (75)
Romainville, fort (93)
Fresnes, (94)

Algérie française :

Djelfa
Berrouaghia
Cherchel
Camps nazis :
Natzwiller (Natzweiler), KL Struthof Alsace
annexée (67)

Allemagne

Bergen-Belsen (Basse-Saxe)
Buchenwald (Thuringe)
Dachau (Bavière)
Flossenbürg (Bavière)
Neuengamme (Hambourg)
Ravensbrück (Brandebourg)
Sachsenhausen (Brandebourg)

Autriche

Mauthausen (Haute-Autriche)

Sur des étrangers dans la Résistance

Films documentaires

L'AFFICHE ROUGE

1976, 85 minutes, de Frank Cassenti avec Roger Ibanez, Pierre Clementi et Anicée Alvina.

LA NUEVE OU LES OUBLIÉS DE LA VICTOIRE

2010, 53 minutes, d'Alberto Marquardt, Point du Jour.

NI TRAVAIL NI FAMILLE NI PATRIE JOURNAL D'UNE BRIGADE FTP-MOI

1993, 90 minutes, réalisé pour la télévision par Mosco.

LA TRAUQUE DE L'AFFICHE ROUGE

2006, 72 minutes, de Jorge Amat et Denis Peschanski, CPB Films.

MÉMOIRE DE RÉSISTANCE: FTP-MOI

1992, 54 minutes, de Rolande Trepmpé et Raphaël Requena. Canal-utv

LE CHAGRIN ET LA PITIÉ

1969, 251 minutes de Marcel Ophüls, en deux parties. Traite de la collaboration entre le gouvernement de Vichy et les nazis... interviews et images d'archives sur les complexités de cette époque.

FTP-MOI DANS LA RÉSISTANCE

2013, 90 minutes de Mourad Laffitte et Laurence Karsznia. film-documentaire.fr capuseen.com

ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE

sms.hypotheses.org

LE MAQUIS DE L'AIN

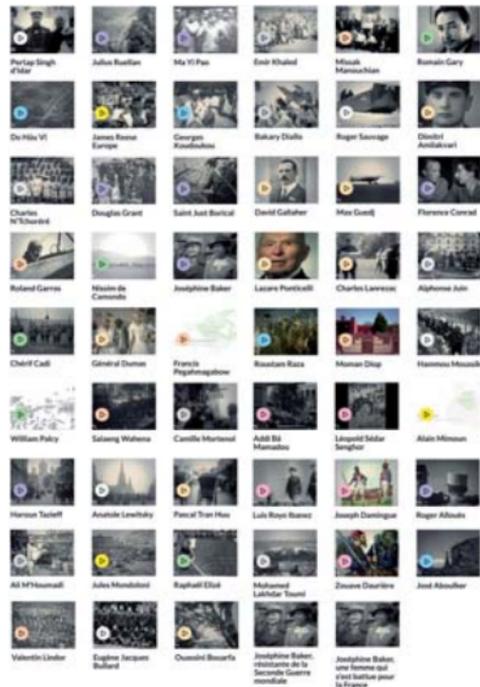
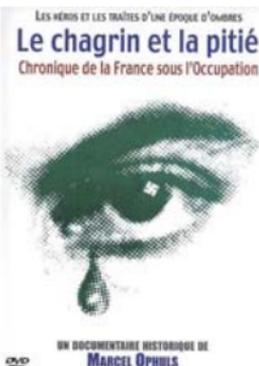
2019, 54 minutes, de Romain Clément et Yoann Peilleux, TV Presse et Cairn Films, Arte.tv. L'un des maquis qui a causé le plus de pertes à la Wehrmacht, et l'un des plus méconnus. Il a pu démontrer toute sa force, grâce au courage de ses combattants, la complicité des habitants de l'Ain ainsi que sur le brio d'Henri Romans-Petit, son chef.

NO PASARÁN, ALBUM SOUVENIR

68 minutes, de Henri-François Imbert, 2003, 35, 16 mm & Super 8. Le cinéaste avait trouvé une série incomplète de six cartes postales montrant les événements qui ont eu lieu dans le village de sa famille, proche de la frontière espagnole, lorsque les républicains sont arrivés en France, fuyant devant les franquistes à la fin de la guerre civile en 1939. Vingt ans plus tard, il se lance à la recherche des 23 cartes postales réputées introuvables qui manquent à la collection...

FRÈRES D'ARMES: ILS SE SONT BATTUS POUR LA FRANCE DEPUIS PLUS D'UN SIÈCLE

INA.fr. Réalisée à l'occasion du 100^e anniversaire de la Première Guerre mondiale et du 70^e anniversaire de la Libération, cette série dresse le portrait de combattants et combattantes venus du monde entier participer aux diverses opérations de l'Armée française en Europe et à l'étranger. Bdm communication, France Télévisions, Gauthier Pathé Archives, INA, Tesselit productions. Commentateur Jacob Desvarieux. Réalisateurs Rachid Bouchareb, Pascal Blanchard.



Films de fiction

L'ARMÉE DU CRIME

2009, 139 minutes, de Robert Guédiguian, avec Simon Abkarian et Virginie Ledoyen. Sur le groupe Manouchian.

LES HOMMES LIBRES

2011, 99 minutes, de Ismaël Ferroutkhi, zerodeconduite.net. Younes, émigré algérien, vit du marché noir. Arrêté par la police française, il accepte d'espionner à la mosquée de Paris soupçonnée de délivrer de faux-papiers à des Juifs et à des résistants. Face à la barbarie qui l'entoure, Younes se métamorphose progressivement en combattant de la liberté.

PARIS BRÛLE-T-IL ?

1966, 170 minutes, de René Clément. Adapté du best-seller *Paris brûle-t-il?* de Larry Collins et Dominique Lapierre, récit très documenté sur la libération de Paris.

LE SANG DES AUTRES

1984, 135 minutes, de Claude Chabrol. MGM Télévision. Adapté du roman homonyme *Le Sang des autres* (1945) de Simone de Beauvoir, c'est l'histoire d'une jeune fille tiraillée entre les essors existentialistes des enjeux politiques de la résistance et la responsabilité des conséquences de ses propres actions.



ODETTE

1950, 124 minutes, de Herbert Wilcox. Basé sur l'histoire vraie de l'agent français des opérations spéciales, Odette Sansom (Anna Neagle). Odette, qui suit Sansom alors qu'elle voyage à travers la France en tant qu'agent d'espionnage, était basée sur le roman de Jerrard Tickell et a ensuite été un succès au box-office en Angleterre.

LE DERNIER MÉTRO

1980, 131 minutes, de François Truffaut, Gaumont. Depuis que la moitié Nord de la France a été envahie par les nazis, les Parisiens passent leurs soirées dans les salles de spectacles, pour ne pas avoir froid. En septembre 1942, l'actrice de renom Marion Steiner ne pense qu'aux répétitions de la pièce norvégienne, *La Disparue*, qui va être jouée dans le théâtre Montmartre, dont elle assure la direction à la place de son mari, Juif Allemand, officiellement exilé en Amérique. En réalité, il vit dans les caves du théâtre. Chaque soir, Marion lui rend visite. Grâce à un tuyau d'aération, il dirige les répétitions.

ARMÉE DES OMBRES

1969, 139 minutes, Jean-Pierre Melville, Valoria Films. Adaptation du roman de Joseph Kessel de 1943. Avec Lino Ventura, Paul Meurisse, Jean-Pierre Cassel et Simone Signoret. Mal accueilli à sa sortie initiale, mais reconsidéré ensuite.

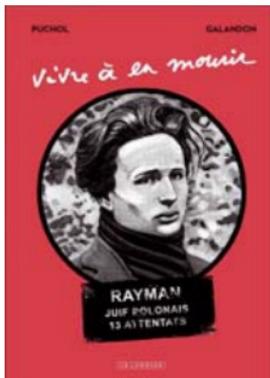
CASABLANCA

1942, 102 minutes, Michael Curtiz, avec Ingrid Bergman et Humphrey Bogart. Le conflit de Rick Blaine entre l'amour et la vertu : il doit choisir entre ses sentiments pour Ilsa Lund et son besoin de faire ce qui est juste pour aider le mari de celle-ci, le héros de la Résistance, Victor Laszlo, qui doit fuir Casablanca pour continuer son combat contre les nazis.

Bandes dessinées

VIVRE À EN MOURIR

2018, BD, Puchol et Galandon, Le Lombard, Bruxelles, 2018. Au départ Marcel Rayman est un pacifiste. Il est juif et déjà des bruits courent sur leur sort dans les pays sous domination allemande. Les Rayman sont d'origine polonaise et quand le Reich attaque l'URSS en 1941 le Parti communiste passe dans la Résistance. Le père de Mar-



cel est arrêté par la police française. Les rafles commencent. Marcel veut se battre et rentre dans la clandestinité. Vichy impose le port de l'étoile. La rafle du Veld' Hiv arrive et Marcel passe à l'action violente. Un général SS est abattu ...

Expositions

« LES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE – LE CAS DES PORTUGAIS »

Exposition du comité Sousa Mendes, en préparation, livrable au printemps 2024.

Le comité Sousa Mendes

Le Comité Sousa Mendes a été créé à Bordeaux en 1987, par trois personnalités : le père Rivière, Manuel Dias Vaz et Joaquim Nogueira. À cette période se tient à Lyon le procès de Klaus Barbie, criminel de guerre nazi. Le Comité prendra de l'ampleur durant le procès de Papon, à Bordeaux en 1987 et 1988.

Dès 1987, le Comité prend conscience de l'importance de l'action humanitaire accomplie en 1940, à Bordeaux, Bayonne, Hendaye et Toulouse, par Aristides de Sousa Mendes, en sa qualité de consul général du Portugal de Bordeaux et du Sud-Ouest.

Dans ce moment, ô combien tragique de notre histoire mondiale, il osa dire « non » à son chef d'État, Salazar, en s'opposant notamment à la circulaire raciste du 11 novembre 1939 : la fameuse circulaire n° 14. Aristides de Sousa Mendes, en son âme et conscience, prendra seul l'initiative de délivrer des visas pour la liberté, à plus de 30 000 personnes en danger, parmi lesquelles 10 000 de confession juive, des Chrétiens par milliers, des porteurs de passeport Nansen, des centaines de Républicains espagnols ...

Le Comité conduit et réalise des actions diverses et nombreuses, en région Nouvelle-Aquitaine, en France et au Portugal, pour faire connaître et honorer l'héritage et l'engagement humaniste du consul Aristides de Sousa Mendes, notamment par l'éducation à la citoyenneté et la transmission des mémoires. Depuis son origine, la création des projets, la dynamique et les réalisations sont menées en très grande partie, par le dévouement corps et âme, de l'infatigable Manuel Dias Vaz.

Durant 37 ans, le comité Sousa Mendes :

- a créé et soutenu le dialogue avec la famille Sousa Mendes, en Europe et dans le monde ;
- a étayé le partenariat avec les communautés juives aquitaine et française ;
- a affirmé le partenariat avec les institutions locales, régionales et nationales ;
- a maintenu les relations avec les autorités portugaises, dont l'ambassade du Portugal en France et son consulat général de Bordeaux et le ministère des Affaires étrangères ;
- a appuyé les relations avec les fondations Sousa Mendes au Portugal et aux États-Unis ;
- a assuré la gestion des éditions 14 (du comité Sousa Mendes) et leurs nombreuses publications ;
- s'est engagé dans le procès Papon ;
- a conçu, et érigé en 1994, le buste d'Aristides de Sousa Mendes, sur l'esplanade Charles-de-Gaulle à Bordeaux ;
- s'est impliqué dans la production de films documentaires et de fiction, *Le consul proscrit*, *Désobéir*, *Le consul de Bordeaux*, *L'héritage d'Aristides* ;
- a obtenu, en 2017, la délégation néo-aquitaine de la Ligue des combattants et résistants portugais ;
- a participé le 9 avril 2018, aux commémorations du centenaire de la bataille de la Lys à La Couture et Richebourg, en Haut-de-France, en présence des présidents français et portugais ;
- a conçu et réalisé les expositions, « Aristides de Sousa Mendes, le Juste d'Aquitaine », « Les apports de l'immigration portugaise », « 1940, l'exil pour la vie » ;
- a organisé le cycle d'une dizaine de conférences, de 2021 à 2023 « Les étrangers dans la Résistance – le cas des Portugais » et assuré sa captation visionnable sur YouTube ;
- a conçu et érigé la stèle à la mémoire des 349 combattants portugais internés au camp de Gurs, en 1939 et 1940 et orchestré une conférence à Oloron-Sainte-Marie et une grande cérémonie en septembre 2021 à Gurs ;
- a élaboré en 2021 les connexes à l'entrée d'Aristides de Sousa Mendes au panthéon portugais.



CÉRÉMONIE DU 12 SEPTEMBRE 2021 AU CAMP DE GURS EN HOMMAGE AUX 349 PORTUGAIS INTERNÉS EN 1939 ET 1940. PH. V. NOGUEIRO FERNANDES



LE BUSTE D'ARISTIDES DE SOUSA MENDES SUR L'ESPLANADE CHARLES-DE-GAULLE DANS LES JARDINS DE MÉRIADÉCK, A BORDEAUX. PH. B. LHOUMEAU

Les éditions

2022

La Nation portugaise ou l'histoire d'une diaspora juive, Manuel Pereira Guimarães, ISBN 9782490458196, 2022, 144 p. 11 x 18. 15 €

La magie de la poésie – A magia da poesia e a força da amizade, Manuel Dias Vaz, ISBN 9782490458172, 2020, 112 p. 11 x 18. 10 €

Eduardo Lourenço – collectif, ISBN 9782490458165, 2022, 32 p. 15 x 21.

2021

1940, l'exil pour la vie – catalogue d'exposition trilingue, Marie-Christine Volovitch-Tavares, Cláudia Ninhos, Victor Pereira, dir. Manuel Dias Vaz, ISBN 9782490458073, 2021, 96 p. 21 x 29,7. 20 €

9782490458073

1940, l'exil pour la vie – exposition itinérante disponible à la location. Marie-Christine Volovitch-Tavares, Cláudia Ninhos, Victor Pereira, dir. Manuel Dias Vaz, sept. 2021, 20 px. 800 x 2 000.

1940, o Exílio para a Vida – exposition itinérante disponible à la location. Marie-Christine Volovitch-Tavares, Cláudia Ninhos, Victor Pereira, dir. Manuel Dias Vaz, mars 1020, 20 px. 800 x 2 000.

2020

Le dialogue des mémoires – O diálogo das memórias, Manuel Dias Vaz, ISBN 9782490458059, 2020, 112 p. 11 x 18. 10 €

1940, l'exil pour la vie, catalogue d'exposition, Marie-Christine Volovitch-Tavares, Cláudia Ninhos, Victor Pereira, dir. Manuel Dias Vaz, Bernard Lhoumeau, ISBN 9782490458073, 2020, 96 p. 21 x 29,7. 20 €

Apontamentos de uma vida, Jaime de Moraes, dir. Cristina Climaco, Heloisa Paulo, ISBN 9782490458042, 2020, 312 p. 14,8 x 21. 15 €

75^e anniversaire de l'action d'Aristides de Sousa Mendes. 70^e anniversaire de la fin de la 2^e Guerre mondiale et de la libération des camps, collectif, ISBN 9782953503982, 2016, 92 p. 21 x 28. Ré-édition

2019

Le Portugal et la Grande Guerre 1914-1918, Valentin Nogueiro Fernandes, ISBN 9782490458028, 2019, 322 p. 14,8 x 21. 20 €

Hommage à Gerald Bloncourt – collectif, ISBN 9782490458035, 2019, 24 p. 14,8 x 21

Alvaro Pimenta, une vie d'engagements franco-portugais, Sophie Neupert, ISBN 9782490458004, 2019, 130 p. 14,8 x 21. 15 €

2018

Les vents de la mémoire – Os ventos da memória, Manuel Dias Vaz, ISBN 9782955962398, 2018, 126 p. 11 x 18. 13,50 €

A passagem clandestina dos portugueses pela fronteira do País basco, Rosa Arburua Goienetxe, ISBN 9782955962367, 2018, 192 p. 14,8 x 21. 17 €

2017

Les Portugais dans la Grande Guerre – catalogue d'exposition, collectif, partenariat Liga dos combatentes et conseil régional de Nouvelle-Aquitaine. ISBN 9782955962336, 2017, 48 p. 21 x 21.

30 ans au service des mémoires, Manuel Dias Vaz, ISBN 9782955962350, 2017, 48 p. 14,8 x 21.

Le passage clandestin des Portugais par la frontière du Pays basque, Rosa Arburua Goienetxe, ISBN 9782955962343, 2017, 196 p. 14,8 x 21. 17 €

Centenaire 1^{er} convention franco-portugaise de main-d'œuvre civile et militaire, actes des colloques d'Hendaye, Bordeaux et Paris 2016, collectif, ISBN 9782955962305, 2017, 144 p. 21 x 29,7.



2016

Sur les traces des réfugiés sauvés par Aristides de Sousa Mendes en mai et juin 1940 à Bordeaux, Bayonne et Hendaye... – parcours de mémoire, 2016, 8 p. 14,8 x 21.

On the trail of the refugees saved by Aristides de Sousa Mendes in May and June 1940 in Bordeaux, Bayonne and Hendaye..., memory lane, 2016, 8 p. 14,8 x 21.

Les apports de l'immigration portugaise à Bordeaux et en Aquitaine. Cinq siècles de présence exposition, 2016, 21 px 80 x 120. Loc.

75^e anniversaire de l'action d'Aristides de Sousa Mendes. 70^e anniversaire de la fin de la 2^e Guerre mondiale et de la libération des camps. Collectif, ISBN 9782953503982, 2016, 92 p. 21 x 28.

Le Portugal et les Portugais dans la guerre d'Espagne, Manuel Dias Vaz, ISBN 9782953503999, 2016, 20 p. 14,8 x 21. Broché

O Contributo da imigração Portuguesa em Bordéus e na Aquitânia. Cinco séculos de presença. exposição, 2016, 21 px 80 x 120. Loc.

2015

Graines d'espérance – Sementes de esperança. Manuel Dias Vaz, ISBN 9782953503975, 2015, 68 p. 11 x 18. 10 €

Les apports de l'immigration portugaise à Bordeaux et en Aquitaine. Cinq siècles de présence, livret pédagogique, Manuel Dias Vaz, ISBN 9782953503951, 2015, 44 p. 21 x 29,7. Broché

Os contributos da imigração portuguesa em Bordéus e na Aquitânia. Cinco séculos de presença, livro pedagógico, Manuel Dias Vaz, ISBN 9782953503968, 2015, 44 p. 21 x 29,7. Broché

Mémoire de l'immigration en Aquitaine, collecte de mémoire orale, co-édition Rahmi, CD.

2014

La communauté silencieuse – Mémoire de l'immigration portugaise en France, dir. Manuel Dias Vaz, co-édition Elytis, ISBN 9782356391384, 2014, 256 p. 17 x 24.

Portugais de France et d'ailleurs, entretiens vidéo, Raymond Arnaud, DVD.

2013

Les jumelages et la coopération décentralisée entre la France et le Portugal – rapport, collectif, ISBN 9782953503944, 2013, 104 p. 21 x 29,7.

6 jours pour rendre hommage – album photos, collectif, ISBN 9782953503937, 2013, 48 p. 21 x 21.

2012

Aristides de Sousa Mendes selon Sebastian Mendes, catalogue d'exposition, collectif, co-édition Archives départementales de la Gironde, ISBN 9782860330763, 2012, 64 p. 21 x 29,7.

« Aristides de Sousa Mendes, le Juste d'Aquitaine », exposition, ISBN 9782953503982, 2012, 15 px. 70 x 100. Loc.

2011

Parfums de vie et de liberté – Perfumes de vida e de liberdade, Manuel Dias Vaz, ISBN 9782953503920, 2011, 252 p. 11 x 18. 15 €

2010

Le pouvoir de dire « non », collectif, ISBN 9782953503913, 2010, 150 p. 14,8 x 21. 17 €

Aristides de Sousa Mendes, Héros "rebelle", juin 1940, dir. Manuel Dias Vaz, co-édition Confluences, ISBN 9782355270376, 2010, 142 p. 17 x 24. 10 €

9 jours pour sauver 30 000 personnes, livret pédagogique, collectif, ISBN 9782953503906, 2010, 28 p. 21 x 29,7. Broché. 10 €





Ligue des combattants
et résistants portugais
Délégation néo-aquitaine



ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES



Livret

Les étrangers dans la résistance – le cas des Portugais
sous la direction de Manuel Dias Vaz

réalisé grâce à l'engagement de Valentin Nogueiro Fernandes et Manuel Semião

Graphisme, production Lhoumeau.com

ISBN 9782490458219

Achévé d'imprimer en U.E. en février 2024.



**LE BATAILLON GUERNIKA
DEFILE A BORDEAUX,
A LA LIBERATION DE LA VILLE.
COLL. AREEG**



Les étrangers dans la résistance – résistants de l'ombre – s'engagèrent, les armes à la main, dans la lutte contre l'occupant nazi et le régime de Vichy.

Avec leur courage, leurs expériences et leurs convictions ils défendirent la France – qu'ils aimaient, avec ses libertés, ses valeurs... auxquelles ils adhéraient et qu'ils avaient choisies – dans ce moment tragique de notre histoire.

Ils furent déterminants – avec leurs frères d'arme français au combat pour la libération de nos villes et vers la victoire et la paix – et porteurs d'espoir dans ces batailles décisives.



éditions
Quatorze

ISBN 9782490458219
10,00 €



9 782490 458219